



Commission  
européenne

[PRINTEMPS 2013 ▶ N° 45]

# panorama

inforegio

## ▶ Rapprocher les communautés

Les fonds européens pour favoriser  
la stabilité et la coopération

- ▶ La politique de cohésion,  
principal réservoir  
d'investissements européens
- ▶ Les bonnes pratiques en matière  
de développement urbain

Politique  
régionale  
et urbaine



► **ÉDITORIAL** ..... 3

Commissaire Johannes Hahn

► **DOSSIER SPÉCIAL** ..... 4-7

**LES FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL DANS LE PROCESSUS DE PAIX EN IRLANDE DU NORD**

► **LA POLITIQUE DE COHÉSION, CLÉ DU RETOUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN EUROPE** ..... 8-11

► **LES PRIX REGIOSTARS 2013 RÉVÈLENT LE POTENTIEL D'INNOVATION DES RÉGIONS** ..... 12-15

► **BASE DE DONNÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN POUR L'APPRENTISSAGE POLITIQUE** ..... 16-19

► **MOBILISER LES CAPITALES DE L'UNION EUROPÉENNE** ..... 20-21

► **LES INSTRUMENTS FINANCIERS** ..... 22-23

► **NOUVELLES EN BREF** ..... 24-25

► **LA PAROLE EST À VOUS** ..... 26-30  
Perspectives nationales et régionales sur la politique de cohésion

► **PROJETS** ..... 31-35  
Exemples de projets menés en Estonie, en France, en Lettonie, à Malte et le programme de coopération territoriale européenne

► **CARTES** ..... 36-37  
Évolution de l'emploi, 2007-2009  
Taux de chômage des jeunes, 2011

► **RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS ISSUS DE L'ÉVALUATION JASPERS** ..... 38-39

► **AGENDA** ..... 40



► 4



► 8



► 12



► 31



► 38

Photos (pages):  
Couverture: © SEUPB  
Page 4: © SEUPB (Pont)  
Page 6: Groundwork NI  
Pages 3-4-8-12-13-14-15-17-18-24-25-39:  
© Commission européenne  
Page 19: Vienne © Kurt Kuball/Wirtschaftsagentur Wien – Budapest © Rév8  
Pages 22-23: © DCLG  
Pages 26-30: Midi-Pyrénées © Philippe Grollier/Région Midi-Pyrénées – Austria © ÖROK – UK © DCLG – Tuscany © Regione Toscana  
Pages 31-35: Estonia © Crystalsol – REALIS © Région Languedoc-Roussillon – Naco Technologies © Naco Technologies – Malta © Ministère des infrastructures, des transports et des communications, Malte – ETC © Winnet8

Ce magazine est imprimé en français, en anglais et en allemand sur papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 21 langues à l'adresse [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/information/panorama/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/information/panorama/index_fr.cfm)

Le contenu de ce numéro a été finalisé en mars 2013.

NOTE

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom, ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et au contrôle de cette publication, pourraient s'y glisser. Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2013

ISSN 1608-3903

© Union européenne, 2013

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

L'utilisation et la reproduction de tout matériel émanant d'une tierce partie, protégé par le droit d'auteur et identifié comme tel requièrent la permission du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Imprimé en Belgique



## ▶ ÉDITORIAL

**Johannes Hahn**

*Membre de la Commission européenne  
en charge de la politique régionale*

Depuis sa création, l'Union européenne et ses prédécesseurs ont œuvré à la promotion et au maintien de la paix, de la prospérité et du respect de la démocratie et des droits de l'homme par le biais de sa stratégie économique.

Nous nous sommes tous réjoui de voir l'UE recevoir le prix Nobel de la paix 2012 en récompense de soixante années d'efforts qui ont abouti, après les destructions de la seconde guerre mondiale, à la création d'une entité économique rendant dès lors impossible tout conflit armé entre les partenaires. L'existence de l'UE est la preuve que des frères ennemis peuvent arriver à s'entendre.

En période de crise et de difficultés économiques, il est plaisant de constater que le comité Nobel a été capable d'apprécier les réalisations de l'UE dans une perspective à plus long terme. L'action de l'UE en faveur de la paix ne doit toutefois pas être considérée comme un simple point de départ historique. Comme vous allez le découvrir dans ce numéro de Panorama, l'engagement de l'UE a permis d'apporter stabilité et progrès dans une zone de l'UE longtemps en proie aux conflits: l'Irlande du Nord et la région frontalière de l'Irlande.

Après l'annonce du cessez-le-feu en 1994, Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, fut le premier à déclarer que l'Europe répondrait présente si son soutien était sollicité et il est à l'origine de la création d'un fonds de soutien au processus de paix.

Ainsi, en presque 18 ans, quelque 1,3 milliards d'euros puisés dans les fonds européens ont été investis, au côté des financements nationaux, dans plus de 20 000 projets destinés à promouvoir la paix et la réconciliation dans cette région troublée de l'UE. C'est avec un immense plaisir que j'ai pu écouter deux anciens adversaires converser en toute amitié à l'occasion de la conférence intitulée «Rapprocher les communautés divisées – partager l'expérience du programme PEACE de l'UE», organisée dans le cadre du

programme PEACE le 31 janvier dernier à Bruxelles. Ces deux hommes sont aujourd'hui Premier ministre et vice-Premier ministre d'Irlande du Nord. Ils sont pleinement conscients du rôle joué par l'Europe dans le soutien, la reconstruction de leur communauté et la promotion de la paix sur le long terme.

### Reconstruire l'économie de l'UE

Pour sortir l'Europe de la crise économique actuelle, la contribution de la politique régionale de l'UE s'avère de plus en plus importante. En effet, il s'agit de la première politique d'investissement de l'UE et son action est axée sur des domaines et des priorités qui doivent permettre le retour de la croissance et de la compétitivité.

La politique régionale encourage les régions à exploiter leurs atouts et, avec le soutien de l'UE, à adopter des stratégies de croissance axées sur la «spécialisation intelligente» qui leur permettent d'optimiser leur compétitivité.

Les négociations relatives au futur budget de l'Union ou «cadre financier pluriannuel», ont été particulièrement intenses du fait des contraintes financières qui s'imposent actuellement dans l'ensemble de l'UE. Les restrictions budgétaires décidées dans de nombreux secteurs n'ont pas épargné la politique régionale.

Grâce à une stratégie finement contrôlée d'utilisation ciblée de ces fonds dans une optique de rentabilité, la politique régionale devrait continuer de jouer un rôle moteur dans la reprise économique et la prospérité à long terme de l'UE.



# ▶ LES FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL DANS LE PROCESSUS DE PAIX EN IRLANDE DU NORD



Les financements stratégiques apportés par les Fonds structurels européens au cours de ces 20 dernières années ont largement contribué à ramener la stabilité en Irlande du Nord (Royaume-Uni) après des années de conflit. Tel est le message transmis à l'occasion de la conférence spéciale «Rapprocher les communautés divisées – partager l'expérience du programme PEACE de l'UE», organisée à Bruxelles le 31 janvier 2013 à l'initiative de Johannes Hahn, le Commissaire européen en charge de la politique régionale.

«Certains seront peut-être étonnés de découvrir que le programme PEACE entre dans le champ d'intervention des Fonds structurels. Ça ne devrait pourtant pas les surprendre. La politique régionale d'aujourd'hui est un instrument au service des ambitions de l'UE, qui sont de contribuer à la création d'emploi, à la croissance, mais aussi à la paix», a indiqué le Commissaire dans son discours d'ouverture.

«Les programmes PEACE de l'UE ont eu un impact sur la vie de près d'un million de personnes en Irlande du Nord et dans la région frontalière de l'Irlande et ont contribué à créer des conditions propices à l'enracinement de la paix et de la réconciliation. Les fonds de l'UE ont un rôle important à jouer pour aider à préparer le terrain afin de bâtir une société où chacune des communautés trouve sa place et bénéficie des fruits de la paix», a ajouté M. Hahn.



DE DROITE À GAUCHE:  
Johannes Hahn, Peter Robinson  
et Martin McGuinness.

Parmi les principaux orateurs présents à la conférence, on a pu dénombrer des personnalités politiques d'Irlande du Nord telles que le Premier ministre Peter Robinson, le vice-Premier ministre Martin McGuinness et le ministre de la République d'Irlande Brendan Howlin. Le point d'orgue de la journée a été la présentation d'une série de projets innovants issus du programme PEACE grâce auxquels les participants ont pu prendre toute la mesure du travail réalisé et de ses retombées sur le quotidien de la population.

## LE «PEACE BRIDGE»

En juin 2011, le Commissaire Hahn a officiellement inauguré le «PEACE Bridge» («pont de la paix») à Derry-Londonderry aux côtés des dirigeants politiques d'Irlande du Nord et de la République d'Irlande. Le pont de la paix, auquel le Fonds européen de développement régional a contribué à hauteur de 11,2 millions d'euros, est l'un des projets les plus symboliques menés à bien dans le cadre du programme PEACE III. Pendant la période dite des «Troubles», les divisions communautaires n'ont cessé de s'accroître à Derry-Londonderry et des milliers de protestants ont fui la rive ouest de la ville. Construit pour représenter une poignée de mains symbolique, le «pont de la paix» relie à présent les deux côtés du fleuve Foyle. Empreint d'une forte charge symbolique, il constitue une jonction physique et métaphorique entre les deux rives d'un fleuve qui était devenu synonyme de ségrégation religieuse et sectaire.

## Un soutien de 2 milliards d'euros

Entre 1995 et 2013, le gouvernement d'Irlande du Nord s'est vu accorder un financement de quelque 2 milliards d'euros versés par les trois programmes PEACE consécutifs, dont un montant de 1,3 milliard a été pris en charge par l'UE et le solde par les États membres.

Le programme PEACE est un partenariat de longue date entre les citoyens et responsables politiques d'Irlande du Nord et la Commission européenne et qui jouit également de l'appui des gouvernements britannique et irlandais.

Le «Special EU Programmes Body» (SEUPB, organe spécial pour les programmes de l'Union européenne) a été instauré dans l'objectif de renforcer la cohésion en mettant sur pied des projets pratiques et en œuvrant pour une société plus inclusive.

## Vers plus de stabilité

Au fil des ans, les financements et le soutien octroyés ont aidé les populations locales à retrouver une vie normale après le conflit, à entreprendre des activités et à adopter des stratégies qui laissent entrevoir un avenir plus prospère et plus souriant.

Le programme actuel PEACE III, doté d'un budget de 333 millions d'euros, entend accélérer le travail en faveur de la paix et de la stabilité et promouvoir la réconciliation en soutenant des initiatives et des projets permettant un rapprochement entre les communautés.

Peter Robinson, le Premier ministre d'Irlande du Nord, a déclaré: «*Au lendemain d'un conflit qui a fait plus de 3 000 morts et des dizaines de milliers de blessés, nous connaissons à présent une relative situation de paix et de stabilité. L'UE a joué un rôle essentiel à cet égard. Elle a apporté son soutien à des milliers de projets qui, aux quatre coins de la province, ont pu offrir à nos concitoyens un avenir plus radieux et solidaire.*»

«*Le changement en Irlande du Nord est flagrant mais le travail ne s'arrête pas là*», a toutefois nuancé le Premier ministre. «*Les troubles récents sont venus nous rappeler que le chemin vers la paix est encore long.*»

Le vice-Premier ministre Martin McGuinness a insisté sur le symbole que constitue le pont de la paix inauguré en juin 2011 à Derry-Londonderry. Ce pont, qui a coûté 14,6 millions d'euros (dont plus de 11 millions ont été financés par l'UE) a, selon lui, «*donné un tout nouveau visage à Derry.*»

En opérant un rapprochement entre deux quartiers de la ville autrefois séparés, le pont vient parfaitement incarner les objectifs du programme PEACE. «*Les membres des deux communautés protestante et catholique, autrefois antagonistes, peuvent aujourd'hui le traverser à vélo ou à pied pour rejoindre un site militaire désaffecté qui est devenu un espace de vie citoyenne. Depuis son ouverture, plus d'un million de personnes ont déjà emprunté ce pont.*»

## Renforcer les compétences et la confiance

Comme cela a déjà été mentionné, le programme PEACE n'a pas été le seul facteur de paix en Irlande du Nord. Ceci dit, il a largement contribué à une certaine stabilité, favorisant ainsi la poursuite d'autres initiatives.

Axé sur le développement de projets dans certains quartiers sensibles et défavorisés, le programme a mobilisé les jeunes afin de leur inculquer la confiance et les compétences nécessaires à la gestion et à la prévention de la violence sectaire. Bien souvent, ces projets portent également sur l'acquisition de compétences en vue d'une insertion sur le marché du travail. Parmi les mesures déployées, on dénombre des initiatives sportives, l'utilisation de médias numériques et toute une panoplie d'autres outils susceptibles d'éveiller l'intérêt des jeunes, de les sensibiliser à la vie au sein d'une communauté hétérogène et de tenter de les tenir à l'écart des groupes dissidents.

«*Le programme européen PEACE témoigne parfaitement de l'engagement de l'Union européenne vis-à-vis de la paix et de la réconciliation*», a souligné le Commissaire Hahn. ▶▶

## LE FOOTBALL POUR TOUS

Le football est un autre instrument permettant de rapprocher des communautés divisées. En effet, le sport, surtout le football, est très populaire et avec le soutien de PEACE III, le projet *Football for All* de l'Association footballistique irlandaise rassemble une centaine de collaborateurs qui travaillent à la promotion du respect mutuel auprès de 53 clubs de football locaux. Par le biais de ce projet, les clubs sont encouragés à rétablir des contacts avec les communautés locales. Une équipe de football intercommunautaire, Limestone United, a même vu le jour dans l'optique de raviver l'esprit d'équipe chez les jeunes des deux bords.



## ALEXANDRA PARK – «FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES»

Situé au nord de Belfast, Alexandra Park est depuis longtemps un «territoire contesté» et en 1994, alors que de nombreux habitants aspiraient à des lendemains plus sereins, un «mur de la paix» a été érigé au centre du parc pour prévenir les échauffourées nocturnes. À un moment où la paix gagnait du terrain, la construction de ce mur a eu l'avantage de rappeler combien le chemin était encore long.

Le parc, coupé en deux depuis 20 ans par cette barrière d'une hauteur de trois mètres qui était censée apaiser les violences entre les communautés catholique et protestante, incarne la nécessité du changement.

En 2009, un nouveau projet porté par la société Groundwork NI, dont le coût total de 280000 livres sterling a été pris en charge par l'UE, la municipalité de Belfast, le ministère de la Justice d'Irlande du Nord et Alpha Programme, a entrepris de redonner progressivement au parc sa configuration originelle. Aujourd'hui, une porte située au milieu du mur de la paix reste ouverte quelques heures par jour afin de permettre aux habitants des deux côtés du parc de se promener dans l'ensemble de ce bel espace vert. Sylvia Gordon, la directrice de Groundwork NI, a déclaré: «Après deux décennies de séparation, le mur de la paix a été ouvert pour que les enfants des deux communautés puissent jouer ensemble.»

Dans le cadre de ce projet, un groupe de pilotage rassemblant des acteurs des collectivités locales a été appelé à se prononcer sur les démarches à entreprendre dans le cadre de l'aménagement du parc et de l'ouverture du mur.

«Avant toute décision, nous veillons à parvenir à un consensus au sein de la collectivité et à créer des relations durables», a précisé Sylvia Gordon. «Pour amorcer ce retour à la normalité, nous avons organisé plusieurs événements dans le parc avant l'ouverture officielle du mur. Nous travaillons à la transformation de cet espace contesté et à une plus grande intégration à tous les niveaux.»

«On compte, sur tout le territoire de la province, quelque 59 "murs de la paix" et il faudra du temps et de la patience avant qu'ils ne soient tous démantelés», a ajouté la directrice. «Nous allons procéder au réaménagement de 14 autres murs de la paix dans des zones tampons du nord de Belfast, où le désir de paix est très fort et où les communautés sont prêtes à renouer leurs liens.»



Pour la première fois depuis 20 ans, les enfants issus des deux communautés peuvent franchir la porte de la paix et enfin jouer ensemble dans le parc Alexandra.

CI-DESSOUS:  
Paul McErlean (à gauche), le président de Groundwork NI, inaugure officiellement la porte de la paix à Alexandra Park aux côtés du ministre de la Justice, David Ford, et de la directrice de Groundwork NI, Sylvia Gordon.



«Il ne s'agit pas d'appliquer des solutions toutes faites mais bien de promouvoir la coopération sur le long terme. Le programme PEACE a permis aux habitants de se réapproprier le processus de paix. Il s'inscrit dans une démarche ascendante qui permet aux participants de proposer leurs propres solutions.»

Parmi les participants à la conférence figuraient de nombreux délégués originaires d'autres régions en proie à des conflits communautaires (les Balkans, la Libye, Chypre, Israël et les territoires palestiniens) et soucieuses de trouver les moyens d'y remédier.

Parallèlement à la conférence se tenait une exposition portant sur plusieurs autres projets financés par le programme européen PEACE III qui avait vocation d'illustrer l'établissement du processus de paix et d'expliquer comment ces projets pouvaient servir d'exemples dans d'autres régions touchées par les conflits.

### L'UE, un «bailleur de fonds honnête»

Selon Pat Colgan, le directeur général de l'organe spécial des programmes de l'UE (SEUPB), la contribution de l'UE en Irlande du Nord est exceptionnelle non seulement au vu des financements octroyés mais aussi de la rigueur qui a caractérisé l'ensemble de la démarche.

«Grâce à ce financement sur sept ans que nous garantit l'UE, nous pouvons planifier nos activités avec une certaine tranquillité d'esprit», a-t-il indiqué. «En outre, et ce n'est pas négligeable, l'UE est un partenaire neutre: elle ne penche ni pour un camp ni pour l'autre. C'est un gage de sécurité pour les deux parties. Nous avons pu instaurer peu à peu un véritable climat de confiance dans les deux communautés.»

Mais il faudra du temps avant que les cicatrices invisibles du conflit ne se referment complètement. «La confiance, l'estime et le respect ne se reconstruisent pas du jour au lendemain.



*Nous devons nous occuper de cette génération née après le conflit qui porte encore en elle les germes de la division et l'héritage de la guerre. C'est pourquoi il est essentiel qu'elle contribue activement à la vie de la société. Le programme PEACE IV est en cours de préparation. Il sera davantage axé sur les partenariats locaux et sur la participation des jeunes, en particulier ceux qui vivent dans les quartiers défavorisés. La paix est encore fragile et le travail qui nous reste à accomplir est énorme.»*

## Un centre pour l'établissement de la paix et la résolution des conflits

Les habitants d'Irlande du Nord ont accumulé une précieuse expérience dans l'établissement de la paix. D'autres communautés pourraient s'en inspirer. Pour promouvoir cette transmission d'expérience, un centre pour l'établissement de la paix et la résolution des conflits est en phase de construction sur le site hautement symbolique de l'ancienne prison Maze/Long Kesh. Les activités du centre consisteront, entre autres, à faire connaître l'expérience vécue par l'Irlande du Nord et à faire vivre le processus de paix dans la mémoire des jeunes générations.

*«Les marques d'intérêt qui nous sont parvenues du monde entier, de la Russie à la Corée du Sud, en passant par les Balkans, la Palestine et la Colombie, sont autant d'hommages au travail réalisé par tous les acteurs des programmes PEACE. C'est une chose dont nous pouvons être fiers», a ajouté le Commissaire Hahn.*

*«Si vous voulez voir comment est instaurée la paix au sein de l'UE, rendez-vous dans une région frontalière. Vous pourrez constater que la coopération transfrontalière instaurée par la politique régionale de l'UE bénéficie à de nombreux secteurs allant des transports au commerce, en passant par l'emploi, l'environnement et la santé. N'oublions pas que le programme PEACE est également un programme de coopération transfrontalière. Voilà pourquoi je souhaitais évoquer cette expérience aujourd'hui à Bruxelles. Je veux que les résultats qu'a*

### ► PEACE I (1995-1999)

15 000 PROJETS

FINANCEMENT TOTAL: 667 000 000 EUR

FINANCEMENT DE L'UE: 500 000 000 EUR

A ciblé en priorité les problèmes directement liés au conflit: reconstruction et réhabilitation de quartiers dévastés, établissement de partenariats locaux solides au sein des communautés avec la participation d'élus, d'ONG, etc., coopération avec les victimes et les survivants, réintégration d'anciens paramilitaires.

### ► PEACE II (2000-2006)

7 000 PROJETS

FINANCEMENT TOTAL: 995 000 000 EUR

FINANCEMENT DE L'UE: 609 000 000 EUR

L'intervention des Fonds structurels a suivi une logique rigoureuse accompagnée de contrôles stricts, tout en tenant compte des besoins spécifiques d'une région se relevant d'un conflit. Elle a stimulé un renouveau sur le plan économique à travers une participation accrue des structures de partenariat locales et la mise en œuvre de plans d'action locaux concernant tous les pans de la société et ses 2,8 millions d'habitants.

### ► PEACE III (2007-2013)

400 PROJETS

FINANCEMENT TOTAL: 333 000 000 EUR

FINANCEMENT DE L'UE: 225 000 000 EUR

Ce programme stratégique, davantage axé sur les aspects émotionnels et psychologiques, a été conçu pour promouvoir des partenariats à long terme dans le cadre de la coopération transfrontalière et intercommunautaire. Il s'agit de limiter le nombre de projets, mais d'en accroître la portée et la pertinence.

*enregistrés ce programme soient connus du plus grand nombre: d'abord, parce qu'ils méritent notre reconnaissance et nos remerciements et, ensuite, parce que je crois que d'autres régions pourraient s'en inspirer.»*

*«En Irlande du Nord, les projets visant à faire évoluer les mentalités et à aider les gens à acquérir les compétences requises pour un emploi sont porteurs d'une plus grande cohésion sociale. Les projets d'investissements en capitaux dans des maisons de quartiers et des centres d'aide aux entreprises constituent un atout économique indéniable. Grâce à ces investissements dans le capital humain et matériel, le programme PEACE permet à l'Irlande du Nord de tourner la page du conflit et de s'engager sur le chemin de la paix et de la prospérité, tout en générant de la croissance et des emplois», a insisté Johannes Hahn.*

#### ► POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/activity/ireland/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/activity/ireland/index_fr.cfm)

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/conferences/peace/index\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/peace/index_en.cfm)



# ▶ LA POLITIQUE DE COHÉSION, CLÉ DU RETOUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN EUROPE



**La politique de cohésion s'impose désormais comme la première politique d'investissement de l'Union européenne et a repris à son compte les objectifs de la stratégie Europe 2020 afin de favoriser le retour de la croissance et de la compétitivité dans les États membres et de réduire concrètement les disparités économiques, sociales et territoriales.**

La finalité stratégique de la politique de cohésion consistera à exploiter les atouts des régions et à faire un usage commun plus efficace des fonds publics européens affectés aux pays et aux régions. Il est généralement admis que pour maintenir leur niveau de compétitivité, les régions les plus pauvres d'Europe mais également les autres régions du continent ont absolument besoin de ce genre d'investissements.

La prochaine génération de programmes devra être mieux en phase avec les nouvelles réalités économiques. Dans la situation économique qui prévaut aujourd'hui, seuls l'assainissement budgétaire et les réformes structurelles aboutiront à un renforcement de la stabilité macroéconomique.

Pour y parvenir, il convient d'associer de façon cohérente et complémentaire des investissements générateurs de croissance à des réformes structurelles et réglementaires de plus grande ampleur. L'Union européenne élabore un plan d'attaque qui reposera sur une meilleure coordination économique. Il s'agit d'associer la stratégie Europe 2020 au dispositif du «semestre européen». Depuis son lancement en 2010, la stratégie Europe 2020 est relativement bien connue du plus grand nombre, mais qu'en est-il du semestre européen? En quoi peut-il influencer la politique de cohésion et y contribuer?

▶ **Le semestre européen est un processus qui vise à harmoniser un ensemble de politiques économiques nationales et européennes dans l'un des contextes socio-économiques les plus difficiles de ces 50 dernières années.**

Le semestre européen est un processus cyclique permettant aux États membres de coordonner leurs politiques de réformes économiques, budgétaires et structurelles conformément au pacte de stabilité et de croissance et à la





Le Commissaire Johannes Hahn visite le front de mer de Swansea, au Pays de Galles (Royaume-Uni), en compagnie d'Alun Davies, ministre gallois adjoint de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et des programmes européens. Ils ont fait le point sur l'état d'avancement de la politique de cohésion mise en œuvre au Pays de Galles, ont discuté des propositions de la Commission pour la période de programmation 2014-2020 et ont également visité plusieurs projets cofinancés par l'UE.

stratégie Europe 2020. Il vise à aboutir à une compréhension commune des actions prioritaires à mettre en œuvre à l'échelon national ou européen pour que l'Europe puisse retrouver le chemin d'une croissance durable et créer des emplois.

Chaque cycle annuel comprend cinq moments clés :

- ▶ la Commission européenne adopte l'examen annuel de la croissance. C'est ce qui marque chaque année le lancement du semestre européen, cycle de coordination des politiques économiques;
- ▶ en avril, les États membres soumettent leur programme de réformes mis à jour;
- ▶ la Commission les évalue et fait part de ses recommandations pour la fin du mois de mai;
- ▶ en juin, le Conseil européen rend une décision officielle;
- ▶ les États membres entérinent cette décision et approuvent leur budget national.

En place depuis trois ans, le semestre européen est avant tout un processus d'harmonisation des politiques économiques nationales et européennes, alors que l'UE traverse l'une des périodes les plus difficiles sur le plan économique et social de

ces 50 dernières années. Ces politiques économiques tendent avant tout à garantir la stabilité macroéconomique et celle des institutions financières et à mettre en place des politiques budgétaires saines et des réformes structurelles et réglementaires qui créeront un climat favorable à la croissance et à l'emploi. Tout au long de cette période de coordination, l'Union européenne formule des rapports, effectue un suivi et émet des recommandations sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 pour la croissance. Pour de nombreuses raisons interdépendantes, les régions ont tout intérêt à procéder à cette coordination des politiques économiques.

Il est vrai que certaines villes et régions européennes sont des championnes de l'innovation et de la recherche, d'autres des championnes du développement durable et, d'autres encore offrent, au niveau local, des services d'aide sociale parmi les plus complets et les plus modernes. Mais aucune région ne peut partir du principe que ces bons résultats sont acquis pour toujours. Au vu de la conjoncture actuelle, les réussites d'aujourd'hui peuvent rapidement devenir les échecs de demain, d'où la nécessité de faire preuve d'innovation et de mettre en place les réformes structurelles capables de relancer la compétitivité et de générer de nouvelles perspectives.

▶ **En raison des grandes disparités territoriales, c'est par le biais des autorités nationales que les villes et régions de l'UE doivent faire entendre leur voix.**

La crise économique et financière ne frappe pas les régions et villes européennes de la même manière et toutes les régions européennes ne sont pas logées à la même enseigne. Voilà pourquoi l'UE s'en remet aux États membres pour qu'ils coordonnent leurs politiques économiques nationales en fonction de leurs particularités territoriales et institutionnelles. En raison des grandes disparités territoriales, c'est par le biais des autorités politiques et des instances de coordination nationales que les villes et régions de l'UE doivent faire entendre leur voix. Depuis le lancement de la stratégie Europe 2020, la Commission encourage les États membres à mobiliser les municipalités et les régions.

▶ **Des investissements intelligents, durables et accessibles à tous constituent le moyen le plus efficace de lutter contre les disparités économiques, sociales et territoriales.**

La Commission constate que ces bons résultats ne concernent pas de manière homogène l'ensemble de l'UE. Des investissements synchronisés, ciblés et associés à d'autres mesures économiques peuvent réellement concourir à la réalisation des objectifs sur dix ans de la stratégie Europe 2020 pour la croissance. En outre, recourir à des programmes nationaux et régionaux pour répartir ces investissements intelligents, durables et accessibles à tous constitue la manière la plus efficace et pragmatique d'atteindre les objectifs fixés par le traité en matière de réduction des disparités économiques, sociales et territoriales. Dans ce contexte, la politique de cohésion offre un soutien stable aux investissements destinés à effacer ces inégalités (voir encadré p. 10). ▶▶

En effet, la croissance économique et l'emploi ne peuvent être stimulés que par des dépenses publiques d'investissement efficaces. C'est pourquoi les politiques d'investissement font partie intégrante de l'arsenal des mesures économiques préconisées ci-dessus. D'une part, les investissements privés sont étroitement liés à la présence d'un climat macroéconomique stable. D'autre part, le financement des investissements publics sur le long terme ne pourra se poursuivre sans une politique budgétaire saine. Encore faut-il que ces investissements, s'ils se veulent efficaces, obéissent aux règles du marché intérieur et aux initiatives réglementaires. La Commission est persuadée que les villes et régions d'Europe jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques économiques

et dans l'apport d'investissements en faveur de la croissance et de l'emploi. Dans les dernières années, la politique de cohésion a aussi démontré qu'il fallait ajuster les investissements en fonction des fluctuations de l'économie et de la demande (voir encadré p. 11).

► 2013, une année critique pour la politique de cohésion

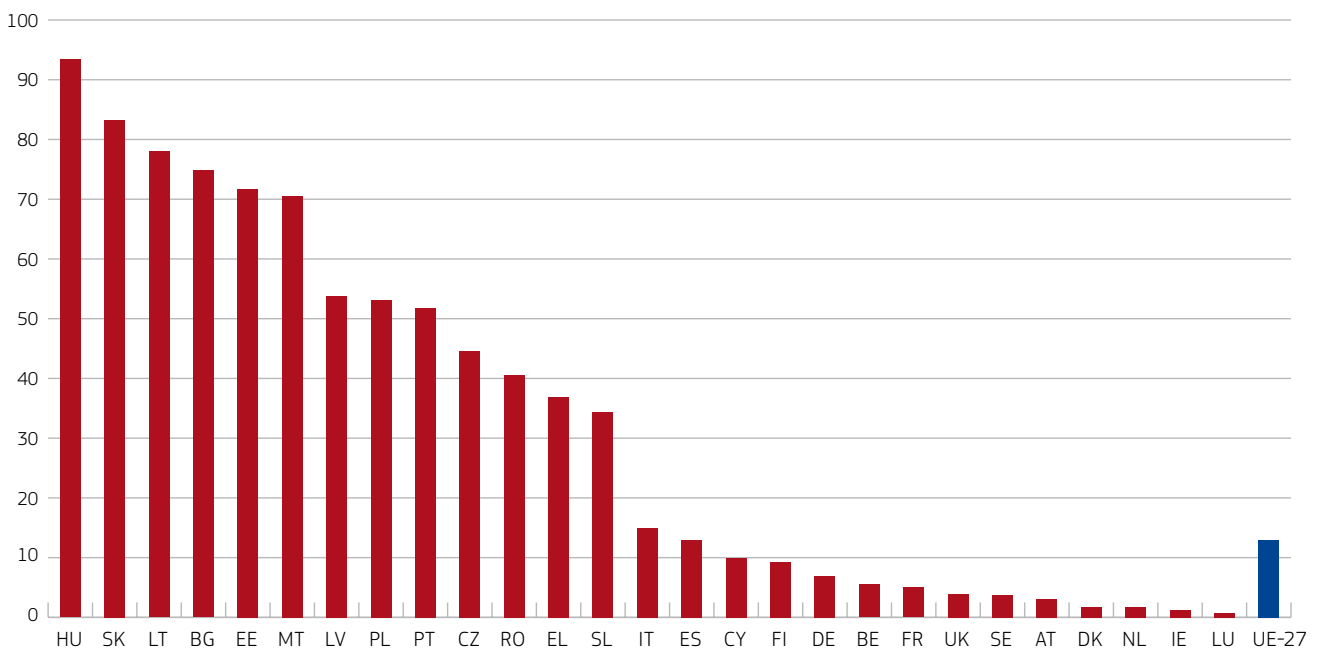
L'année 2013 sera déterminante pour la politique de cohésion car c'est durant cette période que les États membres présenteront leur plan d'investissement pluriannuel sous forme d'accords de partenariat pour la période 2014-2020. En vertu

## LA POLITIQUE DE COHÉSION: UN ATOUT INDÉNIABLE POUR LES INVESTISSEMENTS PUBLICS

En moyenne, la politique de cohésion permet de mobiliser chaque année quelque 65 milliards d'euros d'investissements (fonds européens et nationaux confondus), représentant ainsi dans de nombreux États membres plus de 50% de l'ensemble des capitaux publics investis. Il va sans dire que l'impact sur l'économie européenne est considérable. Le PIB des 12 États membres qui ont adhéré à l'UE à partir de 2004 devrait augmenter d'environ 1,5% chaque année entre 2007 et 2016 au fur et à mesure de la mise en œuvre des programmes de cohésion. À court terme, les bénéfices de la politique de cohésion peuvent être observés pendant la durée de vie du programme et à long terme, ils se font sentir directement sur les structures et sur les performances de l'économie européenne. Dans ce contexte, les régions sont appelées à définir des priorités stratégiques concrètes, à privilégier leurs points forts, à lever les obstacles à l'innovation et à en exploiter tout le potentiel au niveau local.

Les données récemment communiquées par les États membres indiquent que, pour la période de programmation en cours, la politique de cohésion a véritablement commencé à porter ses fruits en 2011. En effet, les programmes du FEDER et du Fonds de cohésion auraient entraîné la création de 190 000 emplois bruts en 2011 et de 400 000 sur l'ensemble de la période de programmation. De plus, les jeunes entreprises ont été 27 000 à bénéficier d'un soutien en 2011 et 53 000 sur l'ensemble de la période de programmation. Couplée aux cofinancements apportés par les États membres, la politique de cohésion représente une part significative des investissements publics en Europe, voire plus de la moitié de l'ensemble de ces investissements dans certains pays de l'UE. En ces temps où l'assainissement budgétaire est de rigueur, la politique de cohésion contribue considérablement à la prospérité future de l'Europe et à la réalisation des objectifs fixés par la stratégie Europe 2020.

► Financements (européens et nationaux) octroyés dans le cadre de la politique de cohésion, en pourcentage des investissements publics totaux (chiffres moyens pour 2009-2011)





de ces accords, les États membres devront veiller à ce que les priorités stratégiques en matière d'investissement à long terme correspondent bien à leurs programmes nationaux de réforme. Elles devront également concourir à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 et être en phase avec les recommandations par pays que la Commission communiquera dans le courant de l'année.

La Commission joue un rôle essentiel dans le suivi et l'évaluation des progrès économiques et dans l'identification des principaux écarts de développement. En concertation avec les États membres, elle appuiera les efforts déployés par les autorités nationales pour cibler en priorité les investissements orientés sur la croissance. Dans cette optique, il est primordial de bien cerner les enjeux, ainsi que les connaissances potentielles à l'échelon local et régional. Au cours de la prochaine période de programmation, les accords de partenariat et les programmes opérationnels seront appelés à suivre une logique d'intervention territoriale où les difficultés rencontrées par ces régions mais aussi leur potentiel serviront à orienter les priorités et les investissements.

La manière dont les propositions émises par la Commission en vue de réformer la politique de cohésion seront transformées en mesures concrètes sur le terrain en déterminera largement la réussite. C'est là que le rôle des partenaires est essentiel puisque ce sont eux, et en particulier les autorités locales et régionales, qui sont réellement à même de vérifier le degré d'appropriation et le bon déroulement des programmes. En effet, ces partenaires connaissent bien les besoins de leur territoire et les moyens à déployer pour les satisfaire.

### ► Les autorités locales et régionales sont les mieux placées pour vérifier le degré d'appropriation et le bon déroulement des programmes.

Pour la période 2014-2020, la politique de cohésion privilégiera un nombre plus limité de domaines d'investissement. C'est là un point essentiel qui permettra d'axer les investissements sur des initiatives en faveur d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Cette approche soutiendra en même temps l'innovation et les PME tout en prêtant une attention accrue aux questions environnementales, énergétiques et climatiques. Elle sera également source d'emplois.

Cette «concentration thématique» vise à accroître la valeur ajoutée des investissements dans l'ensemble de l'Europe via une sélection de grands thèmes prioritaires. Ceci dit, les stratégies peuvent être personnalisées au cas par cas, selon les spécificités des régions et les difficultés qu'elles rencontrent. Cette démarche permettra de mieux cibler les résultats à obtenir, d'orienter de façon plus efficace les investissements publics et d'assurer un suivi plus fiable des progrès et des réalisations. Une grille d'évaluation des performances sera élaborée et les programmes les plus fructueux seront récompensés et renforcés.

Les documents de synthèse de la Commission <sup>(1)</sup> ainsi que les recommandations par pays adressées en 2012 et les

(1) [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/what/future/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/what/future/index_fr.cfm)

(2) [http://ec.europa.eu/europe2020/europe-2020-in-your-country/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europe2020/europe-2020-in-your-country/index_fr.htm)

## REPROGRAMMATION THÉMATIQUE

Très flexible, la politique de cohésion permet d'ajuster ou de «reprogrammer» les objectifs de financement de façon réactive et en fonction des besoins.

Les principaux exercices de reprogrammation thématique (en valeur relative) ont concerné l'Irlande (42%), Malte (24%), le Portugal (24%), la Bulgarie (12,5%), l'Espagne (12,2%) et la Lituanie (11,3%).

Jusqu'à présent, cette reprogrammation s'est soldée par une augmentation des ressources affectées aux secteurs de l'énergie, de l'innovation, de la recherche et du développement technologique, de l'emploi (y compris l'emploi des jeunes), des routes, de l'aide globale aux entreprises et des infrastructures socioculturelles.

### La reprogrammation au profit de la jeunesse et des PME

Depuis le début de l'année 2012, au moins douze États membres ont réaffecté une part importante des ressources mises à leur disposition via les programmes opérationnels du FEDER et/ou du FSE à des mesures axées sur l'insertion professionnelle, la prévention et la réduction du chômage des jeunes et un soutien accru aux PME.

Dans les huit États membres où «l'initiative Barroso» a été lancée, au moins 625 000 jeunes (statistiques d'octobre 2012) devraient bénéficier de cette réorientation des fonds vers les programmes en faveur de la jeunesse. Désireux de consolider l'expérience des «Youth action teams» (équipes d'intervention jeunesse) et des rencontres bilatérales, de nombreux États membres ont conçu des initiatives globales spécialement consacrées à l'emploi des jeunes, par exemple des programmes d'insertion professionnelle, ou encore des programmes de formation en milieu scolaire et professionnel.

Entre 2007 et 2013, la politique de cohésion a été le principal instrument de soutien européen aux PME. Dans le cadre du FEDER, plus de 25 milliards d'euros sont octroyés aux PME et une bonne partie des 27 milliards d'euros versés au titre de l'aide globale aux entreprises leur est également réservée. De plus, l'adoption de mesures découlant du travail des équipes d'intervention a permis de renforcer ou d'accélérer le soutien que leur apporte le FEDER: 56 000 PME supplémentaires devraient bénéficier de cette aide.

analyses présentées dans les documents de travail servent actuellement de canevas pour la préparation informelle des prochains programmes <sup>(2)</sup>. Cet effort de coordination doit s'intensifier en 2013 afin que la prochaine génération de programmes puisse réellement donner un nouvel élan à la croissance et à l'emploi dans nos régions et États membres.

### ► POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/what/europe2020/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/what/europe2020/index_fr.cfm)



# ▶ LES PRIX REGIOSTARS 2013 RÉVÈLENT LE POTENTIEL D'INNOVATION DES RÉGIONS

La cérémonie de remise des prix RegioStars 2013, qui s'est tenue le 31 janvier dernier à Bruxelles, a vu la consécration de cinq projets qui ont été distingués par le jury dans les catégories Croissance intelligente, Croissance durable, Croissance inclusive, CityStar et Information et Communication.

En six années d'existence, les prix RegioStars ont pris de l'importance, l'édition 2013 ayant enregistré un nombre record de candidatures qui témoignent d'une force d'innovation et d'une créativité impressionnantes. Depuis janvier 2000, les prix RegioStars récompensent les projets d'innovation exemplaires qui ont bénéficié du financement de la politique régionale de l'UE et participent à la création d'emplois.

Les prix ont été décernés par M. Johannes Hahn, Commissaire européen en charge de la politique régionale, et M. Luc Van den Brande, président du jury et ancien président du Comité des régions.

#### ▶ POUR EN SAVOIR PLUS

RegioStars 2013:  
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/  
cooperate/regions\\_for\\_economic\\_change/  
regiostars\\_13\\_fr.cfm?exp=6](http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperate/regions_for_economic_change/regiostars_13_fr.cfm?exp=6)



# ▶ UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LES RÉGIONS D'EUROPE

LUC VAN DEN BRANDE,  
PRÉSIDENT DU JURY REGIOSTARS,  
FAIT LE BILAN DES SIX ANNÉES  
D'EXISTENCE DES PRIX REGIOSTARS



**Le concours RegioStars favorise une très grande concurrence entre projets dans de nombreuses catégories et permet à nos régions de mettre en valeur leurs réalisations et de se distinguer face à d'autres initiatives. Les prix récompensent les efforts d'acteurs qui, chacun à leur niveau, contribuent au développement de leur région et de l'Union européenne par le biais de l'innovation.**

## 500 projets en 6 ans

Au cours des six dernières années, quelque 500 projets ont été sélectionnés dans tous les États membres, 160 sont parvenus en finale et 31 ont remportés les prix convoités. Cette année encore, les projets présentés se sont distingués par leur qualité et les solutions innovantes qu'ils proposent en réponse à des situations spécifiques des régions concernées.

Ces projets, financés dans un premier temps par le FEDER/FSE puis par leurs propres ressources, se caractérisent par l'importance des partenariats. Ils ont gagné leur autonomie financière et obtenu des résultats concrets sur le terrain.

Les projets gagnants se distinguent par quatre facteurs clés : innovation, impact, durabilité et partenariat. Ils affichent en outre des efforts de communication.

Ces projets ont des objectifs pluridimensionnels et impliquent la coopération de différents partenaires engagés dans la promotion de leur région.

## Une vitrine internationale des meilleures pratiques

Il y a six ans, le concours RegioStars a été créé. Il s'agissait d'établir un forum permettant de mettre en valeur et de partager des exemples de bonnes pratiques à l'échelon international. Souvent, la publicité des projets locaux et régionaux cofinancés par les fonds structurels et le Fonds de cohésion de l'UE ne dépassait pas les frontières locales.

Désormais, ces projets sont source d'inspiration pour d'autres régions qui peuvent reprendre à leur compte ces meilleures pratiques et les adapter à leurs besoins spécifiques.

« Le concours RegioStars est une opportunité pour les projets innovants et ouvre une fenêtre d'expression d'une très grande créativité à l'échelon régional dans l'ensemble de l'Europe. »

Luc van den Brande, président du jury RegioStars

## Une opportunité pour la créativité

Le concours RegioStars est une opportunité pour les projets innovants et ouvre une fenêtre d'expression d'une très grande créativité à l'échelon régional dans l'ensemble de l'Europe. Le succès de ces projets prouve une fois encore que la politique de cohésion participe au développement social et économique de l'Union européenne.



## CROISSANCE INTELLIGENTE CONNECTER LES UNIVERSITÉS À LA CROISSANCE RÉGIONALE ENCOURAGER LA CROISSANCE FONDÉE SUR LA CONNAISSANCE À PORTO



À Porto, le projet *UPTEC* (parc scientifique et technologique de l'université de Porto) réunit en un même lieu le monde universitaire et celui de l'entreprise dans un environnement dynamique et innovant et soutient le *transfert de connaissances et de technologies*. Situé dans

la région Norte du Portugal, le parc héberge 110 entreprises (dont 95 jeunes entreprises) et emploie quelque 800 professionnels. Ce parc est un atout essentiel pour attirer les investissements étrangers directs (IED) dans la région. Caractérisé par la variété des domaines d'activité représentés (de l'industrie du cinéma et de la télévision à l'efficacité énergétique, en passant par les technologies marines), *UPTEC* contribue de manière significative à réduire la dépendance traditionnelle de la région vis-à-vis des industries à faible technologie.

► Pour en savoir plus: [www.uptec.up.pt](http://www.uptec.up.pt)

## CROISSANCE INTELLIGENTE SOUTENIR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LES PME CONSEILLER LES ENTREPRISES SUR LA GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX POUR RÉDUIRE LEURS COÛTS

Le projet *ENWORKS Resource Efficiency Support* (appui à l'utilisation efficace des ressources), implanté dans le nord-ouest de l'Angleterre, propose aux entreprises une assistance et des conseils en matière de gestion des risques

environnementaux par le biais d'un réseau d'organisations locales dont il s'est fait le catalyseur. Grâce à une assistance spécialisée sur site, des outils en ligne et des transferts de connaissances et de compétences, *ENWORKS* aide les



PME à optimiser l'emploi de leurs ressources, réduire les coûts d'exploitation et être plus compétitives tout en minimisant leur vulnérabilité aux risques environnementaux tels que la volatilité du prix des ressources. Dans le cadre de ses deux derniers projets, *ENWORKS* a fourni une assistance

active à plus de 4 000 PME et permis d'économiser environ 85 millions de livres sterling par an. À ce jour, ces améliorations ont permis de réduire de 75 800 tonnes les émissions de CO<sub>2</sub> et d'économiser 646 000 m<sup>3</sup> d'eau et 10 700 tonnes de matériaux.

► Pour en savoir plus: [www.enworks.com](http://www.enworks.com)

## CROISSANCE INCLUSIVE L'INNOVATION SOCIALE: DES SOLUTIONS CRÉATIVES AUX DÉFIS SOCIÉTAUX FAVORISER L'EMPLOI DES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE

Le projet *Individual Employment Paths* (parcours personnalisé pour l'emploi) s'adresse aux chômeurs de plus de 45 ans dans la région de Varmie-Mazurie en Pologne. Cette initiative a adapté au contexte polonais un modèle finlandais innovant favorisant la réinsertion professionnelle de personnes connaissant des difficultés spécifiques (état de santé, âge, handicap).







Cette approche prévoit une évaluation générale de chaque individu, ainsi que des actions de réinsertion spécifiques s'inscrivant dans le long terme, un accompagnement, un soutien psychologique et une médiation auprès des employeurs. Les résultats sont très encourageants: sur 32 participants, 80% ont trouvé un emploi et 90% étaient toujours en poste 15 mois après leur embauche. Le projet doit être étendu à d'autres secteurs par les services publics de l'emploi polonais.

► Pour en savoir plus: [www.erkon.elblag.com.pl](http://www.erkon.elblag.com.pl)

## CITYSTAR APPROCHES INTÉGRÉES DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE RÉHABILITATION DES QUARTIERS DÉFAVORISÉS DE BERLIN

Lancé en 1999 par la ville de Berlin, le projet *Neighbourhood Management Berlin* (gestion des quartiers à Berlin) vise à réhabiliter les zones socialement défavorisées de la capitale allemande. Face à des problèmes tels que la dégradation des



espaces publics et des espaces verts, le déficit d'intégration des populations ethniques et un taux de chômage élevé chez les jeunes, ce projet a misé sur la participation des habitants et de leur inclusion dans un processus de prise de décision démocratique. Des conseils de quartier ont été créés afin d'encourager

les acteurs locaux à s'impliquer dans le processus d'amélioration de la vie de leur quartier et à prendre leur destin en main. Ce projet a ainsi soutenu des écoles, permis la réhabilitation d'espaces publics et encouragé le développement d'une culture partagée à l'échelon du quartier. Aujourd'hui, le champ d'action du projet s'est élargi et inclut le soutien

à l'emploi et l'intégration sociale et ethnique, en particulier dans les quartiers où les migrants représentent un pourcentage élevé de la population (jusqu'à 79% dans certains cas).

► Pour en savoir plus:

[www.quartiersmanagement-berlin.de](http://www.quartiersmanagement-berlin.de)

## INFORMATION ET COMMUNICATION PROMOUVOIR LA POLITIQUE RÉGIONALE DE L'UE À L'AIDE DE COURTES VIDÉOS CHANGER LES PERCEPTIONS SUR LE HANDICAP AUDITIF

En Lituanie, le projet *Towards Work* (vers l'emploi) facilite le recrutement de personnes souffrant de déficiences auditives. Le projet a axé son action sur la lutte contre les stéréotypes et les attitudes habituelles de la société à l'égard des personnes malentendantes. Il entend aussi mettre en valeur le potentiel des personnes malentendantes dans le domaine de l'emploi. Une campagne de sensibilisation a d'abord été menée à la télévision et sur Internet au moyen d'une série de clips vidéo. Des agents de recrutement spécialement formés et travaillant dans des centres pilotes pour l'emploi ont été chargés d'aider des personnes malentendantes à trouver un emploi approprié. Ils devaient aussi, le cas échéant, jouer le rôle de médiateur auprès des employeurs. Parmi plus de 600 personnes malentendantes ayant choisi de participer au projet, plus de 400 ont trouvé un emploi.



► Pour en savoir plus: [www.esparama.lt/regiostars](http://www.esparama.lt/regiostars)

# ▶ BASE DE DONNÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN POUR L'APPRENTISSAGE POLITIQUE

**Les villes jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Elles sont les moteurs de l'économie, des lieux de connectivité, de créativité et d'innovation, et des centres de services pour les zones périphériques. Mais elles ont aussi des mauvais côtés. C'est dans les villes que se concentrent des problèmes tels que le chômage, la pollution sonore et atmosphérique, la ségrégation et la pauvreté. La Commission européenne doit nécessairement travailler avec les villes pour concrétiser une vision partagée de la ville européenne de demain: lieu de progrès social avancé caractérisé par une forte cohésion sociale, plateforme pour la démocratie, le dialogue et la diversité culturels, moteur de croissance et lieu de régénération verte, écologique ou environnementale.**

Pendant longtemps, le Fonds européen de développement régional (FEDER) a soutenu les projets visant à relever des défis urbains variés mais dont les visées principales étaient la prospérité économique, la promotion de l'égalité et l'amélioration de l'environnement urbain et de la gouvernance des villes. Dans la mesure où les diverses facettes de la vie urbaine sont intimement liées, le succès de toute stratégie de développement urbain s'appuie nécessairement sur une approche intégrée destinée à garantir synergie, coordination et complémentarité des projets et à minimiser les chevauchements ou les résultats parfois contradictoires. Les mesures de rénovation physique urbaine doivent être couplées à des mesures promouvant notamment l'éducation, le développement économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Le succès d'une approche intégrée dépend également du développement de partenariats forts entre les citoyens, la société civile et les divers échelons de l'exécutif local.

La Commission européenne a publié récemment une étude portant sur la façon dont les villes utilisent les fonds du FEDER pour renforcer leur attrait en tant que lieux de vie et de travail. Cette étude du développement urbain dans l'Union européenne passe en revue 50 projets ayant bénéficié d'un financement du FEDER dans huit domaines d'action différents. Pour chaque ville, trois types de documents ont été préparés: un résumé contenant les informations essentielles, une étude de cas de 6 à 8 pages relatant

l'expérience en cause dans un langage accessible et une fiche analytique pour les spécialistes contenant des informations détaillées sur le projet. L'objectif de cette étude était de créer une grande base de données répertoriant tout l'éventail des pratiques urbaines destinées à promouvoir le développement urbain. La Commission espère que cette base de données servira de source d'information et d'inspiration pour les villes, les autorités de gestion et les autres organes concernés par le développement urbain. Cette initiative est d'autant plus opportune que les préparatifs pour la prochaine période de programmation (2014-2020) viennent de commencer. Or la Commission souhaite justement renforcer l'approche intégrée du développement urbain en exigeant des États membres qu'ils mettent de côté au moins 5% des fonds qui leur sont alloués au titre du FEDER.

Cette étude n'est pas une évaluation de la dimension urbaine de la politique de cohésion, mais un état des lieux de la manière dont les villes sélectionnées ont géré les politiques urbaines locales financées au titre du FEDER entre 2007 et 2013 – sans que les cas répertoriés ne constituent pour autant des exemples de meilleures pratiques à l'échelon national ou de l'UE. En effet, comme toute expérience pratique, ces études de cas ne sont que partiellement pertinentes. Elles sont révélatrices d'idées intéressantes, de solutions et de modes de coopération et de collaboration possibles. En orientant les politiques publiques vers un développement plus juste et plus équilibré sur le plan socio-spatial, ces expériences pourraient encourager le développement de nouveaux modes de pensée et favoriser l'apprentissage institutionnel dans des contextes et situations différents.

Un des résultats les plus remarquables de cette étude est le constat du caractère varié des stratégies de cohésion urbaine et territoriale mises en œuvre par l'application d'approches intégrées. On constate que les pratiques axées sur une intervention par zone sont majoritaires, en particulier dans les zones défavorisées en raison de facteurs sociaux, économiques et environnementaux. Dans le cas des actions de réhabilitation physique, on constate que l'intégration des politiques se traduit par une coopération des différentes parties prenantes. Il est relativement rare que l'approche axée sur le lieu soit combinée à une approche axée sur le public-cible, surtout dans le cas d'un financement croisé du FEDER et du Fonds social européen (FSE). ▶▶





La réhabilitation de l'ancienne prison des Murate dans le centre historique de Florence, en Italie.



La «vallée du soleil levant» (Saulėtekio slėnis) à Vilnius, en Lituanie, accueille deux universités de renom, des instituts de recherche, un parc scientifique et technologique et des entreprises de haute technologie.



À Brême, en Allemagne, Robinsbalje est le «quartier de l'apprentissage».

### ► CROISSANCE INTELLIGENTE

De nombreuses villes tentent un repositionnement en offrant des espaces de travail physiques équipés de services culturels, technologiques et de centres de recherche et de développement. Il est souhaitable d'éviter que toutes les villes ne développent les mêmes clusters, gâchant par là même des ressources. Certains projets axés sur la croissance intelligente peuvent créer des incitations artificielles avec à la clé des bâtiments, des technologies ou des activités qui ne reflètent pas la demande réelle de la localité en matière d'espace de haute technologie. Les projets de croissance intelligente doivent intégrer la spécialisation intelligente, combinant une logique de différenciation axée sur les caractéristiques locales avec la création d'un système d'innovation. Il est donc primordial d'aligner les stratégies régionales de spécialisation intelligente sur les stratégies de croissance intelligente des principaux centres urbains de la région.

### ► CROISSANCE DURABLE

Les stratégies de croissance durable visent à transformer les modalités habituelles de développement en un modèle de croissance employant moins de ressources pour parvenir à des niveaux de croissance supérieurs. En général, les villes optent pour la réhabilitation de friches industrielles ou s'investissent dans des stratégies de soutien à la transition vers un fonctionnement énergétique sobre en carbone. La réhabilitation des friches est essentielle pour que les villes préservent leur aspect compact. Cette pratique souligne également que le sol est une ressource limitée qui doit être recyclée ou réutilisée. Pour que les villes puissent s'affranchir des émissions de carbone, généraliser

l'efficacité énergétique des logements, des entreprises et des solutions de vie, elles devront non seulement faire preuve d'un engagement politique, mais aussi mener des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités. Les projets de croissance durable mettent également en avant l'importance de la gouvernance à plusieurs niveaux. En effet, les actions complexes ou multiples tendent à produire et à utiliser des modèles de coopération sophistiqués entre les différentes parties prenantes.

### ► CROISSANCE INCLUSIVE

Pour que la croissance soit durable sur le plan économique et social, elle doit être inclusive, c'est-à-dire concerner toutes les parties de la société. Une condition fondamentale de la croissance inclusive est le lancement d'actions de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour réduire les disparités au sein des États membres et de l'UE. Le FEDER et le FES doivent travailler main dans la main pour moderniser les systèmes d'éducation et de formation, réduire le décrochage scolaire, investir dans les infrastructures communautaires, éducatives, sociales et sanitaires. L'objectif ultime est de renforcer les communautés et améliorer l'accessibilité des services. Les principaux groupes cibles des stratégies de croissance inclusive sont souvent des personnes dites difficiles à atteindre ou ayant des besoins spéciaux et dont les conditions de vie peuvent être à l'origine d'un désengagement de la vie sociétale. Les obstacles qui entravent la participation à la vie communautaire sont encore plus complexes pour les minorités telles que les migrants, les Roms ou les personnes handicapées.

► **CROISSANCE INTELLIGENTE À VIENNE**

## Un incubateur pour les jeunes entreprises et les PME à fort potentiel de croissance

Pas besoin d'être gros pour être intelligent! Basé à Vienne (Autriche), le projet «Mingo» dispose d'un budget de plus de 3 millions d'euros, dont la moitié provient du FEDER. Ce projet est la preuve que des entreprises de petite taille, voire des micro-entreprises, peuvent également contribuer à la croissance intelligente en Europe. Cette initiative soutient les jeunes entreprises dans leur développement et stimule l'innovation dans les entreprises déjà existantes. Mingo offre une aide intégrée aux créateurs d'entreprises, un accompagnement pour les PME existantes, l'organisation d'événements sur les réseaux et de prix pour les entreprises, des services multilingues pour les entreprises multiethniques, ainsi qu'une démarche de proximité qui favorise la commercialisation des produits et services locaux et permet une mise aux normes des marchés de consommation de la zone. Et bien sûr, Mingo offre également des bureaux pour tous ceux qui ont besoin d'un siège pour leurs activités.



► **POUR EN SAVOIR PLUS**

[www.mingo.at](http://www.mingo.at)



► **CROISSANCE VERTE À GAND**

## Réduire la consommation énergétique des logements et des bâtiments de la ville

La ville de Gand peut s'enorgueillir d'une tradition d'activisme écologique. Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit devenue la première ville belge à adopter son propre plan de lutte contre le changement climatique. Les services environnementaux de la ville ont lancé une initiative remarquable visant à réduire la consommation énergétique des logements et des bâtiments de la ville. Ce programme, élaboré en réaction au nombre croissant de demandes de conseils émanant des propriétaires et des locataires de logements soucieux d'entreprendre une rénovation pour réduire leur facture énergétique, entend satisfaire cette demande en générant une offre adéquate de la part du secteur de la construction. Les concepteurs, les entrepreneurs et le secteur des affaires en général sont encouragés à développer des solutions techniques et matérielles accessibles en vue d'améliorer les performances énergétiques des habitations. Ce projet a un caractère inclusif très marqué, la ville s'efforçant de canaliser ces efforts vers les logements qui en ont le plus besoin. Elle fournit conseils, assistance et accompagnement pour un modèle de vie plus durable.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**

[www.milieuadvieswinkel.be/](http://www.milieuadvieswinkel.be/)

► **CROISSANCE INCLUSIVE À TERRASSA**

## Intégration des migrants et cohésion de la communauté dans un quartier urbain

Le programme pour le district 2 de la ville de Terrassa (Catalogne) a permis d'améliorer l'inclusion sociale dans un quartier très exposé aux conflits en raison de la forte affluence des immigrants qui met en danger l'ordre public. La loi sur les quartiers adoptée par le gouvernement régional (Generalitat de Catalunya) a servi de cadre et d'instrument à la réhabilitation de ce quartier. Ce projet, soutenu par le programme régional de réhabilitation urbaine, a intégré des actions sociales et un renouveau urbain au sein d'un processus unique de transformation, réduisant ainsi la ségrégation entre ce district et le reste de la ville et luttant contre sa réputation de lieu de tensions et de conflits. Il se caractérise par une participation appuyée des citoyens et l'adoption d'une approche transversale portant sur différents services municipaux.



► **POUR EN SAVOIR PLUS**

[www.terrassa.cat](http://www.terrassa.cat)





### ► CROISSANCE INCLUSIVE AVEC UNE APPROCHE INTÉGRÉE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

## L'investissement dans le logement comme outil principal de réhabilitation d'un quartier défavorisé de Budapest

Le projet du quartier Magdolna est la première initiative de réhabilitation d'un quartier sensible réellement intégrée sur le plan social en Hongrie. Ce projet vise non seulement à améliorer les conditions de logement et de vie dans l'un des quartiers les plus défavorisés de Budapest, mais aussi à renforcer le sens de la communauté chez ses habitants. Les investissements réalisés dans les infrastructures matérielles ont été complétés par de nombreux projets immatériels visant à lutter contre les graves problèmes sociaux rencontrés par les groupes marginalisés du quartier. Dans ce cas, l'amélioration de la qualité physique des logements est allée de pair avec l'encouragement des résidents à s'impliquer davantage dans la vie de leur quartier.



À l'heure actuelle, deux phases du projet ont été mises en œuvre: la première (2005-2008) a été financée par le quartier et les municipalités et la seconde (2008-2011) a bénéficié du soutien du FEDER. Ces deux phases ne sont toutefois que le commencement d'une stratégie plus longue de développement du quartier qui devrait durer 15 ans.

#### ► POUR EN SAVOIR PLUS

[www.rev8.hu/eng.php](http://www.rev8.hu/eng.php)



À l'avenir, il conviendra de développer cette approche, puisque investir dans les infrastructures urbaines sans investir dans le public-cible ne permet pas d'obtenir des résultats durables.

Les villes ont prouvé qu'il était possible de réaliser des changements importants par le biais de l'innovation sociale. Elles n'ont toutefois pas les compétences pour résoudre tous les problèmes détectables sur le terrain. En effet, la décentralisation des responsabilités vers les villes, le renforcement de la participation des citoyens et une prise de décision plus éclairée pourraient ne pas suffire pour lutter contre les disparités grandissantes ou le chômage. Les instances régionales et nationales ont un rôle à jouer dans l'intégration des politiques, chacune à leurs niveaux respectifs. Les villes ont besoin d'être soutenues par les autorités régionales et nationales, qui doivent assumer leurs responsabilités en vertu de la dimension verticale de l'approche intégrée. On constate que les approches pleinement intégrées influencent de façon plus efficace l'avenir des villes lorsque les carences locales sont liées à des dynamiques politiques, économiques, sociales et environnementales à un niveau de gouvernance supérieur. Cela rappelle l'intérêt primordial des politiques et programmes nationaux de développement urbain.

De nombreux projets ont révélé l'importance du renforcement des capacités dans le domaine de l'innovation et de la mise en œuvre d'idées nouvelles à l'échelon local. Ce savoir-faire s'est souvent développé grâce à des programmes d'échange tels qu'URBACT, de travaux collaboratifs et d'un apprentissage progressif. L'acquisition de nouvelles politiques par les villes au travers d'échanges transnationaux et de programmes d'apprentissage ne fonctionne pas comme une simple transaction courante. Il est impossible de «copier/coller» des solutions politiques et il n'existe pas de recettes infaillibles dans ce domaine. En revanche, il est impératif que les pouvoirs politiques apprennent à gérer le développement urbain intégré. Dans la mesure où le contexte institutionnel et le cadre de gouvernance diffèrent d'un lieu à l'autre, un tel processus nécessite de disposer d'informations essentielles et spécifiques au contexte. Les 50 études de cas présentées devraient permettre de diffuser ce savoir-faire urbain dans les villes.

#### ► POUR EN SAVOIR PLUS

Les villes de demain:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/conferences/citiesoftomorrow/index\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/citiesoftomorrow/index_en.cfm)

Les études de cas et le rapport final peuvent être consultés sur le site Web Inforegio:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/information/brochures/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/information/brochures/index_fr.cfm)

<http://www.aeidl.eu/fr/projets/developpement-territorial/developpement-urbain.html>



# ► MOBILISER LES CAPITALES DE L'UNION EUROPÉENNE

LE COMMISSAIRE HAHN  
ENGAGE LES MAIRES  
À AIDER L'EUROPE  
À SORTIR DE LA CRISE

Le 28 février dernier, M. Johannes Hahn, Commissaire européen en charge de la politique régionale, a accueilli les premières discussions directes entre la Commission européenne et les capitales de l'Union. Ce type de rencontres pourrait se transformer en rendez-vous réguliers. Le Commissaire Hahn a engagé les vingt maires réunis à cette occasion à montrer la voie à suivre pour sortir de la crise et restaurer la croissance. Il a plaidé en faveur d'un renforcement du rôle des capitales en tant que locomotives économiques et sociales de l'Europe. Il s'est également déclaré favorable à ce que la politique de cohésion et l'ensemble des politiques de l'UE aient une dimension urbaine plus marquée.

Le Commissaire Janez Potočnik en charge de l'environnement a également participé à l'événement. Les maires des villes d'Amsterdam, d'Athènes, de Berlin, de Bratislava, de Bruxelles, de Bucarest, de La Valette, de Lisbonne, de Ljubljana, de Luxembourg, de Madrid, de Nicosie, de Rome, de Sofia, de Stockholm, de Tallinn, de Varsovie, de Vienne, de Vilnius et de Zagreb (en vue de l'adhésion de la Croatie à l'UE en juillet 2013), ont fait une déclaration commune sur le rôle essentiel des villes en tant que moteurs d'une croissance durable, intelligente et inclusive. Cette déclaration a également reçu le soutien d'un certain nombre de maires qui n'ont pas pu assister à la réunion.





Lancement du dialogue entre la Commission européenne et les maires des capitales européennes pour la croissance.

1. Arturas Zuokas (Vilnius), 2. Klaus Wowereit (Berlin), 3. Michael Häupl (Vienne), 4. Zoran Janković (Ljubljana), 5. Eberhard van der Laan (Amsterdam), 6. Alexiei Dingli (La Valette), 7. António Luís dos Santos da Costa (Lisbonne),

8. Sten Nordin (Stockholm), 9. Commissaire Potočník, 10. Hanna Gronkiewicz-Waltz (Varsovie), 11. Commissaire Hahn, 12. Yordanka Fandakova (Sofia), 13. Sorin Mircea Oprescu (Bucarest), 14. Ana Botella (Madrid), 15. Milan Ftáčnik (Bratislava), 16. Milan Bandić (Zagreb), 17. Konstantinos Georkatzis (Nicosie), 18. Xavier Bettel (Luxembourg), 19. Yiorgos Kaminis (Athènes), 20. Edgar Savisaar (Tallinn).

La déclaration commune indique que «*Les capitales sont les laboratoires dans lesquels les solutions aux problèmes sociaux et économiques de l'UE doivent être trouvées. Les capitales encouragent l'innovation et la croissance intelligente, et jouent souvent un rôle déterminant dans les réseaux éducatifs et scientifiques.*» Il est ajouté plus loin: «*Nous sommes convaincus que les propositions de la Commission en faveur d'une délégation aux villes des pouvoirs de gestion, y compris pour les Fonds structurels européens, sont essentielles à une bonne compréhension des problématiques urbaines et à des interventions adaptées aux besoins réels.*»

Avant la réunion, le Commissaire Hahn avait déclaré: «*La stratégie de croissance Europe 2020 ne saurait devenir une réalité sans les capitales européennes. C'est la raison pour laquelle j'appelle les maires à être aux avant-postes pour faire sortir l'Europe de la crise.*»

Le Commissaire Potočník a déclaré que selon lui, la gestion efficace des ressources naturelles dans les zones urbaines était déterminante pour garantir la santé et la qualité de vie de tous les citoyens dans un contexte de restriction générale de plus en plus affirmé. Les villes sont appelées à jouer un rôle majeur dans la mise en œuvre du septième programme d'action pour l'environnement, récemment adopté par la Commission.

Dans le cadre de la réforme de la politique de cohésion actuellement en discussion, la Commission européenne a présenté plusieurs propositions visant à améliorer l'efficacité des investissements en milieu urbain. Celles-ci mettent en avant l'importance d'une approche intégrée dans l'élaboration des politiques. La Commission a proposé de déléguer davantage de pouvoirs aux villes elles-mêmes et de leur donner la possibilité d'expérimenter de nouvelles méthodes pour faire face aux nouveaux défis économiques, environnementaux et sociaux.

#### ► POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport «Les villes de demain»:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docgener/studies/pdf/citiesoftomorrow/citiesoftomorrow\\_final\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/studies/pdf/citiesoftomorrow/citiesoftomorrow_final_fr.pdf)

Développement urbain durable au travers de la politique régionale de l'UE:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/activity/urban/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/activity/urban/index_fr.cfm)

Projets urbains phares:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/conferences/mayors/2013/projects\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/mayors/2013/projects_en.cfm)

# ▶ LES INSTRUMENTS FINANCIERS

## DANS LA PROCHAINE GÉNÉRATION DE PROGRAMMES (2014-2020)

**Les instruments financiers ont gagné en volume et en importance pendant la période de programmation en cours des Fonds structurels (2007-2013). Cette tendance devrait se poursuivre dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP 2014-2020).**

En effet, les programmes opérationnels devraient orienter davantage leurs actions sur les résultats et un nombre réduit d'objectifs thématiques axés sur les objectifs de la stratégie Europe 2020. Pour y parvenir, il faudra notamment utiliser les instruments financiers de manière adaptée. Il est prévu de réviser et de compléter l'arsenal de mesures et de règles lié aux instruments financiers, tant dans les nouveaux règlements relatifs aux instruments structurels de l'UE que dans le nouveau règlement financier applicable au budget général de l'UE.

Nous présentons ci-après un aperçu des tâches confiées aux autorités de gestion pour la prochaine période de programmation en matière de conception et d'application des instruments financiers.

### Évaluation *ex ante* et programmation

La contribution des programmes opérationnels aux instruments financiers doit s'appuyer sur des évaluations *ex ante* de chaque instrument financier. Ces évaluations doivent permettre de mettre à jour d'éventuelles failles du marché ou l'existence d'investissements sous-optimaux, ainsi que le volume et la portée de l'investissement public envisagé pour la période 2014-2020 et les types d'instruments financiers requis.

Ces évaluations peuvent être réalisées en plusieurs phases, mais leur achèvement est indispensable pour que les autorités de gestion soient en mesure d'accorder une contribution aux instruments financiers.

Les évaluations *ex ante* seront soumises au comité de suivi du programme opérationnel concerné aux fins d'information. La synthèse des résultats et conclusions de l'évaluation *ex ante* sera publiée dans les trois mois suivant son achèvement sous la responsabilité des autorités de gestion.

Les autorités de gestion peuvent choisir d'intégrer dans les programmes un axe prioritaire distinct pour les contributions aux instruments financiers à l'échelon de l'UE, qui sera placé sous la gestion directe ou indirecte de la Commission européenne (le taux de cofinancement pouvant atteindre dans ce cas 100%). Elles peuvent aussi choisir d'intégrer un axe prioritaire distinct pour les contributions aux instruments financiers gérés à l'échelon national ou régional dans le cadre d'une cogestion (le taux de cofinancement étant dans ce cas augmenté de 10%).

Lorsque les autorités de gestion envisagent de consacrer un axe prioritaire distinct aux instruments financiers, l'évaluation *ex ante* doit alors commencer par une estimation correcte du montant total de l'axe prioritaire en cause.

### Mise en œuvre, gestion et contrôle des instruments financiers

Les autorités de gestion chargées de mettre en œuvre les instruments financiers ont deux options:

- contribuer aux instruments financiers créés à l'échelon de l'UE et gérés directement ou indirectement par la Commission, tels que l'initiative COSME pour les PME, le programme HORIZON 2020 pour la recherche et l'innovation, ou encore le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, la garantie offerte aux secteurs culturels et créatifs, etc.;
- contribuer aux instruments créés à l'échelon national, régional, transnational ou frontalier, gérés directement par l'autorité de gestion elle-même dans le cas de prêts ou de garanties, ou sous sa responsabilité.

Lorsque les instruments financiers sont placés sous la responsabilité des autorités de gestion, ces dernières ou leurs représentants dûment mandatés sont tenus de signer des accords de financement avec les intermédiaires financiers sélectionnés. Il peut s'agir d'intermédiaires déjà en place ou de nouvelles entités légales, de la BEI, d'autres organismes financiers ou d'autres organes compétents.

Les réglementations de l'UE et les réglementations nationales, y compris le droit des marchés publics et les règlements relatifs aux aides d'État, doivent être appliquées



à tous les stades de la mise en œuvre des instruments financiers, sous la responsabilité des autorités de gestion.

### Contributions des programmes aux instruments financiers – paiements intermédiaires

Les paiements effectués par les programmes opérationnels aux instruments financiers doivent être échelonnés. Toute demande de paiement intermédiaire présentée à la Commission ne peut dépasser 25% du montant total engagé dans l'instrument financier au titre de l'accord de financement concerné.

Toute demande de paiement intermédiaire est subordonnée au paiement effectif aux destinataires finaux, ou à l'engagement au titre de garantie, d'une somme donnée, exprimée en pourcentage des montants versés aux instruments financiers.

### Rapport des autorités de gestion

Chaque année, les autorités de gestion sont tenues de présenter à la Commission pour chaque instrument financier un rapport de mise en œuvre stipulant les paiements effectués et les garanties offertes aux destinataires finaux, toutes les recettes générées, l'effet de levier obtenu, etc. Ces rapports sont annexés aux rapports annuels de mise en œuvre des programmes opérationnels concernés.

À compter de 2016, la Commission fournira chaque année une synthèse des rapports annuels de mise en œuvre des instruments financiers soumis par les autorités de gestion.

### Clôture des programmes opérationnels et réutilisation des ressources dégagées grâce à l'intervention des instruments structurels de l'UE

Dans le rapport final, les autorités de gestion doivent indiquer quelles sont les dépenses éligibles dans le cadre des instruments financiers à la clôture. Les dépenses éligibles à la clôture englobent les montants effectivement versés aux destinataires finaux, ou engagés pour honorer des garanties, les bonifications des taux d'intérêt et les contributions aux primes de garantie, ainsi que les coûts ou frais de gestion éligibles.

Les intérêts ou autres recettes provenant des contributions des programmes opérationnels aux instruments financiers, ainsi que les ressources remboursées aux instruments jusqu'à la fin de la période d'éligibilité, doivent être réinvestis dans les mêmes instruments financiers ou dans d'autres,



### LES CFDI (COMMUNITY DEVELOPMENT FINANCE INSTITUTIONS – ORGANISMES FINANCIERS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL) OCTROIENT DES PRÊTS AUX PME ET AUX ENTREPRISES SOCIALES YORKSHIRE ET HUMBER, ROYAUME-UNI

Grâce à l'aide versée par le FEDER, le CFDI accorde des prêts compris entre 1 000 et 50 000 livres sterling (entre 1 180 et 59 000 euros) aux PME et aux entreprises sociales qui n'ont pas accès aux formes traditionnelles de crédit. À ce jour, 166 entreprises ont bénéficié des prêts versés au titre du FEDER, qui s'élèvent à environ 4 millions de livres sterling (4,7 millions d'euros), et 159 emplois ont pu être créés ou maintenus. L'un des bénéficiaires est Doncaster Refurnish, une entreprise sociale qui remet à neuf du mobilier et d'autres articles pour la maison reçus sous forme de don et les revend sur le marché local.

conformément aux objectifs du programme opérationnel. Cette règle s'applique également aux recettes et aux remboursements de capital aux instruments financiers pendant une durée de huit années après la fin de la période d'éligibilité. Les États membres et les autorités de gestion sont tenus d'adopter toutes les mesures requises pour garantir la bonne application de ces dispositions.

#### ► POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docgener/informat/2014/financial\\_instruments\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/financial_instruments_fr.pdf)

# ▶ NOUVELLES

## [EN BREF]



### PROJET PILOTE ROMS

Le 15 mars 2013, la DG Politique régionale, le programme de développement de l'ONU «BRC» et la Banque mondiale ont organisé une conférence intitulée «From pilots to outcomes: Evidence-Based Lessons on the Socio-Economic Inclusion of Roma Communities» (Des projets pilotes aux résultats: études de cas sur l'inclusion socio-économique des communautés roms). L'événement s'est tenu simultanément à Moldova nad Bodvou (Slovaquie) et à Bruxelles (Belgique).

Cette conférence a été l'occasion de présenter les résultats des trois années d'action d'un projet pilote financé par le Parlement européen visant l'inclusion socio-économique des Roms. Ce projet, mené dans cinq États membres et en Macédoine, est intervenu dans plusieurs domaines: l'éducation et les soins aux jeunes enfants, le soutien du travail indépendant grâce aux microcrédits, l'information et la sensibilisation, la collecte de données et les outils de suivi et d'évaluation. L'événement fut également l'occasion de débats entre des représentants des principales organisations de l'UE, des organisations internationales, des chercheurs et experts, des représentants des Roms et les habitants du campement rom situé à Moldova nad Bodvou. Ces échanges ont porté sur l'éducation, l'emploi, le logement, la santé, la société civile, la migration et l'égalité des sexes. Une session finale a été dédiée au rôle des Fonds structurels dans la mise en œuvre des stratégies nationales d'intégration des Roms au regard des expériences de la période de programmation 2007-2013.

#### ▶ POUR EN SAVOIR PLUS

Site web du projet pilote CE-PMUD sur les Roms consacré aux outils et méthodes de suivi et de collecte de données:  
<http://www.akvo.org/rsr/project/638/>

Site web du projet pilote CE d'inclusion des Roms:  
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/activity/roma/events\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/activity/roma/events_en.cfm)



### «L'EUROPE DANS MA RÉGION» CONCOURS PHOTO 2013

À la suite du succès remporté par la première édition du concours photo «L'Europe dans ma région», un nouveau concours sera organisé cet été. Comme en 2012, le concours sera organisé sur la page Facebook de la Commission et les participants pourront poster leurs contributions du début du mois de juin à la mi-août 2013. Les gagnants de ce concours recevront leurs prix pendant les OPEN DAYS 2013 qui auront lieu en octobre prochain.





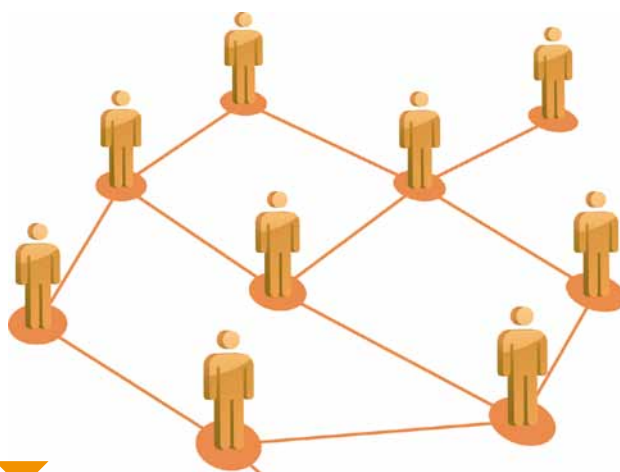


## ▶ OPEN DAYS 2013

Les OPEN DAYS 2013 auront lieu du 7 au 11 octobre 2013 à Bruxelles. Elles auront pour fil conducteur «Les régions et les villes d'Europe en route pour 2020» et seront le cadre d'une centaine d'ateliers et d'une exposition intitulée «100 EUrban solutions».

### ▶ POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/conferences/od2013/index.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2013/index.cfm)



## ▼ INIO-INFORM CONFÉRENCE 2012

Les responsables de la communication du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion (réseau INFORM) et du Fonds social européen (réseau INIO) ont participé à la première conférence commune les 3 et 4 décembre 2012 à la Plaine Saint-Denis (région parisienne).

Plus de deux cents spécialistes de la communication venus de toute l'Europe se sont réunis pour explorer les possibilités de renforcer la coopération entre les fonds et de mener des activités de communication conjointes dans le domaine de la politique de cohésion. Cette conférence de deux jours a permis de constater l'existence d'un large consensus parmi les participants quant à l'intérêt de coordonner les activités de communication des fonds et de mener des campagnes d'information conjointes, le cas échéant.

En décembre 2013, il est prévu d'organiser une grande conférence sur la communication (intitulée «Telling the story 2.0») pour mettre en avant le rôle joué par la communication dans les réalisations de la politique de cohésion de l'UE et souligner de bonnes pratiques dans ce domaine.

**QREN** QUADRO DE REFERÊNCIA ESTRATÉGICO NACIONAL PERÍODO 2007-2013  
 O QREN DOCUMENTOS PROJETOS PROGRAMAS OPERACIONAIS 2014-2020

Escolhas QREN Voltar à lista de escolhas

legenda QREN

AVISOS CANDIDATURAS  
**17 Candidaturas abertas**  
 Base de Dados com informações atualizadas

LI QREN EM NÚMEROS  
**Projetos aprovados**  
**0 4 7 9 9 6**  
 Detalhes Informação do QREN

NOTÍCIAS  
**2013-05-13** Rumos para candidaturas  
 O QREN vai publicar o guia para apresentação de candidaturas ao Programa Operacional Regional do Centro de Portugal e ao Programa Operacional Regional do Alentejo.

Programa Operacional: Alentejo  
 Eixo: Condição Local e Urbana  
 Domínio de Intervenção: Mobilidade Terrestre  
 Regiões de Intervenção: Alentejo  
 Fundo: FEDER  
 Beneficiário: Município de Serpa  
 Data de Aprovação: 02/11/2009  
 Data de Contrato: 26/04/2010

Custo Total: €480.290,85  
 Custo Total Elegível: €436.270,00  
 Participação Comunitária: €370.829,10

## ▼ DES SITES WEB PORTUGAIS ET ITALIEN METTENT EN VALEUR DES PROJETS FINANCÉS PAR L'UE

Au Portugal, un nouveau site web a été lancé pour mettre en valeur des projets majeurs ayant bénéficié d'un financement du Fonds social européen, du Fonds européen de développement régional, du Fonds de cohésion et de la Coopération territoriale européenne pendant la période 2007-2013.

### ▶ POUR EN SAVOIR PLUS

Il est possible de rechercher des projets par région ou par programme

<http://www.qren.pt/np4/projetos>

Un site similaire décrivant l'utilisation des fonds existe en Italie:

<http://www.opencoesione.gov.it/>

### ▶ POUR EN SAVOIR PLUS

Des informations détaillées, présentations y comprises, sont disponibles à l'adresse

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/informing/events/201212/index\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/informing/events/201212/index_en.cfm)

# ▶ LA PAROLE EST À VOUS

## PERSPECTIVES NATIONALES ET RÉGIONALES SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION

Panorama  
vous invite  
à envoyer vos  
commentaires!

Dans la rubrique «La parole est à vous», *Panorama* invite les principaux «consommateurs» de la politique de cohésion à l'échelon national ou régional à faire entendre leurs voix et dire ce qu'ils pensent de l'action politique de l'UE, qu'il s'agisse de réalisations et succès en cours ou des préparatifs pour la prochaine période de programmation.

Dans une Union comptant 27 États membres et plus de 270 régions qui présentent chacune leur propre histoire et leurs propres besoins économiques et culturels, il est important que les décideurs politiques, les administrateurs et les représentants officiels à tous les niveaux aient conscience des retombées réelles de la politique de cohésion sur le terrain.

Dans ce numéro, *Panorama* a recueilli les opinions de quatre États membres et régions qui peaufinent leurs projets d'utilisation des fonds de cohésion pour la période de programmation 2014-2020. L'Autriche présente le partenariat national qu'elle compte mettre en place, tandis que l'Angleterre décrit sa stratégie de partenariat local. La Région Midi-Pyrénées concentrera ses efforts sur la spécialisation intelligente et la Toscane révèle les thèmes qu'elle a choisis.

*Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires, qui figureront peut-être dans un prochain numéro:

▶ [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)

### ▶ FRANCE

## ▶ MIDI-PYRÉNÉES – LA SPÉCIALISATION INTELLIGENTE AU CŒUR DES PRIORITÉS POLITIQUES

**Région résolument innovante, avec 4,2 % du PIB consacré à la recherche et au développement, Midi-Pyrénées place l'innovation et la compétitivité au cœur de ses politiques de développement économique. Les objectifs de la Stratégie Europe 2020 guident ainsi de manière volontariste les Programmes 2014-2020, faisant de l'appropriation de ces enjeux une priorité transversale forte.**

Depuis 2009, l'existence en Midi-Pyrénées d'une Stratégie Régionale de l'Innovation (SRI), co-pilotée par la Région et l'État et disposant d'un système de gouvernance clairement identifié par les acteurs territoriaux, a permis de construire une économie de la connaissance et de l'innovation sur le territoire. Sur la période 2007-2011, 640 millions EUR d'aides publiques incitatives ont été engagés dans cet objectif.

Un nouveau pallier d'intégration vient d'être franchi, en proposant une «spécialisation intelligente» pour le territoire: une focalisation en lien direct avec les forces et les opportunités de développement identifiées lors du diagnostic territorial et du rapport intermédiaire sur la SRI menés à l'automne 2012 et soumis à une large concertation publique: systèmes industriels intelligents, amélioration de la qualité du vivant et des modes de production, durabilité énergétique, matériaux avancés, cancer, dépendance, ingénierie cellulaire et médecine régénérative.

Projets stratégiques, accompagnement des entreprises, action publique concertée pour renforcer le potentiel régional d'innovation, promotion de l'économie de la connaissance dans un contexte de mondialisation: autant de principes que Midi-Pyrénées s'engage à évaluer de manière continue au regard des autres expériences régionales.





Plateforme de micro et nanotechnologies du LAAS-CNRS,  
Université Paul Sabatier, Toulouse.

C'est dans cet objectif de *benchmarking* que la Région a proposé à ses partenaires de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, qu'elle préside actuellement, la réalisation d'une «Stratégie eurorégionale de l'innovation», expérience innovante au niveau

européen qui concrétisera autour de trois filières prioritaires (eau, e-Santé, agroalimentaire) la démarche de développement territorial intégré caractérisant la coopération entre Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, la Catalogne et les Baléares.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**  
[www.midipyrenees.fr](http://www.midipyrenees.fr)

**Direction des affaires européennes  
et de la coopération décentralisée**  
Région Midi-Pyrénées

#### ►AUTRICHE

## ► LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DU PARTENARIAT

### LES PRÉPARATIFS DE L'AUTRICHE POUR LA PÉRIODE 2014-2020

**En Autriche, la préparation des accords de partenariat et des programmes opérationnels pour la période 2014-2020, deux éléments jugés essentiels et complémentaires tant au niveau européen que national, avance à grands pas.**

En Autriche, l'accord de partenariat relatif à l'utilisation des Fonds structurels et du Fonds européen d'investissement pour la période 2014-2020 s'intitule «SRAT.AT 2020». Il a été préparé dans le cadre de la conférence autrichienne sur l'aménagement du territoire (ÖROK). Cet accord constituera une base de travail commune pour les gouvernements des entités fédérées et le gouvernement fédéral, les conseils municipaux et locaux et les partenaires socio-économiques. Dans cette optique, une démarche distincte



STRAT.AT 2020 se présente  
comme un vaste partenariat.

visant à garantir la participation de tous les acteurs et groupes d'intérêt concernés a été adoptée. La version définitive du document reprend les résultats des démarches complémentaires («processus généraux») et des démarches intégrées (programmation selon le financement ou «processus secondaires»).

STRAT.AT 2020 rassemble une multitude de partenaires. Il est structuré de telle façon que son élaboration suppose la participation (et le soutien) de l'ensemble des acteurs concernés. Les travaux ont officiellement démarré en avril 2012, avec l'organisation du premier forum public STRAT.AT 2020 qui a réuni plus de 250 participants. Les forums sont accessibles à toute personne s'intéressant à la politique de cohésion et aux politiques de développement rural (les partenaires chargés de la mise en œuvre du programme, les acteurs socio-économiques, les prestataires de services intermédiaires, les ONG, les experts, les chercheurs universitaires, etc.). Le deuxième forum a été consacré aux 11 objectifs thématiques des Fonds structurels et du Fonds européen d'investissement. Deux autres forums sont encore prévus dans le cadre de ces préparatifs.

Une implication aussi large, active et transparente que possible de toutes les parties prenantes est, pour l'Autriche, une condition préalable essentielle. L'intervention de groupes de réflexion permettra de cibler les thématiques prioritaires lors des choix opérés dans l'octroi des Fonds structurels et des Fonds d'investissement. Entre novembre 2012 et février 2013, 15 rencontres des groupes de réflexion ont été organisées autour de sujets aussi variés que le développement, les questions urbaines, les services sociaux, la biodiversité/conservation et la coopération (coopération territoriale européenne). Les conclusions de ces débats ont été prises en compte lors de l'établissement de STRAT.AT 2020 et se sont avérées très utiles dans la préparation des différents processus de programmation. Parmi les questions soulevées figure celle des objectifs horizontaux. Plusieurs intervenants ont aussi insisté sur l'importance de la coopération territoriale européenne (pour une liste complète des groupes de réflexion et des informations sur les résultats des débats,

veuillez consulter le site Internet de STRAT.AT 2020, [www.stratat2020.at](http://www.stratat2020.at), disponible uniquement en allemand).

Pour ce qui est du contenu, il sera crucial d'opérer des liens entre les processus de programmation individuels et d'y associer une réflexion de type descendant et des agrégations de type ascendant. En plus de la coordination qui sera assurée entre les Fonds structurels et le Fonds d'investissement, signalons que les différents secteurs thématiques feront l'objet d'une politique de cofinancement, tant au niveau régional que national et seront abordés dans le cadre d'une vision stratégique et financière de plus grande ampleur. C'est le cas en Autriche, surtout pour les Fonds structurels. En effet, comme les programmes ont une portée assez limitée, le principe de proportionnalité doit s'appliquer pour garantir le bon déroulement de ces mesures dans les régions du pays.

L'ébauche de cet accord de partenariat devrait être soumise à une consultation publique en ligne en juin et juillet 2013. Il s'agira de la deuxième procédure du genre puisqu'une première consultation publique a déjà été organisée au cours de l'été 2012. Dans la mesure du possible, le dossier de STRAT.AT 2020 et des programmes opérationnels devrait être introduit dans le courant de l'année 2013.

Suivez le déroulement des différentes étapes sur [www.stratat2020.at](http://www.stratat2020.at) (site de STRAT.AT 2020, disponible uniquement en allemand) ou sur [www.oerok.gv.at](http://www.oerok.gv.at) (site de ÖROK, disponible uniquement en allemand).

**Dr. Diane C. Tiefenbacher**

*Bureau de la Conférence autrichienne  
sur l'aménagement du territoire (ÖROK)/  
coordination des Fonds structurels européens  
et de STRAT.AT 2020*

▶ POUR EN SAVOIR PLUS  
[www.oerok.gv.at](http://www.oerok.gv.at)



▶ ROYAUME-UNI

## ▶ L'ANGLETERRE MISE SUR LES PARTENARIATS LOCAUX POUR LA DISTRIBUTION DES FINANCEMENTS

En Angleterre, la période 2014-2020 marquera un changement considérable dans les mécanismes de prestation du FEDER. Les cloisonnements régionaux entre les programmes et les structures distinctes du FEDER, qui n'ont jamais été propices à l'apport d'investissements complémentaires via des Fonds stratégiques communs séparés, vont faire place à un programme national de croissance plus souple pour l'Angleterre. Quelles sont les motivations de ces changements et quelles en seront les conséquences pour la politique de cohésion et ses modalités pratiques?

Au cours de ces deux dernières années, les structures administratives anglaises ont subi un profond remaniement. En effet, on s'est rendu compte que pour créer de la croissance et des emplois en respectant les mécanismes en place dans les villes de toutes tailles et les villages, il fallait revoir l'organisation institutionnelle de façon à refléter ces réalités locales. Voilà pourquoi 39 partenariats locaux d'entreprise (LEP), chapeautés par le secteur privé, ont été établis en fonction des caractéristiques économiques de chaque zone, venant ainsi remplacer certaines structures et institutions régionales. L'objectif de ces partenariats est de jeter des ponts entre les entreprises et les autorités administratives afin de favoriser une croissance économique durable et la création d'emplois dans le secteur privé. Ces 39 LEP constitueront le mécanisme de base de la distribution des Fonds stratégiques communs en Angleterre au cours de la période 2014-2020.



Située à Stoke-on-Trent, le site industriel de Middleport Pottery est réaménagé en différents espaces de travail à l'intention d'entreprises locales innovantes. Il accueillera également un centre pour visiteurs où ceux-ci découvriront les secrets du seul atelier de céramique remontant à l'époque victorienne encore en activité au Royaume-Uni.



L'aide versée par le FEDER a permis à Xerox Ltd, une jeune entreprise essaimée par l'Université de Leeds, de mettre au point un processus de lessive à base de billes de polymère. Cette société de Sheffield emploie aujourd'hui une équipe de vingt chercheurs, ingénieurs et personnel administratif.

En outre, grâce à l'intervention de l'UE, nous comptons mettre en œuvre un programme de croissance national qui prévoit de confier aux 39 LEP la distribution de la totalité des montants octroyés par le FEDER et le FSE et une partie de ceux concédés par le FEADER, suivant les stratégies élaborées par les partenaires locaux. La simplification de la structure du gouvernement central permettra aux LEP et aux partenaires locaux de profiter d'une plus grande marge de manœuvre au cours de la période 2014-2020. En effet, le FEDER, le FSE et le FEADER seront harmonisés au sein de programmes d'investissement communs, préparés en fonction des montants attribués à chaque zone géographique. Les investissements octroyés au titre des Fonds stratégiques communs seront intégrés aux initiatives et politiques nationales et locales afin d'optimiser les résultats économiques et de mieux mobiliser les intérêts et les financements publics et privés.

L'utilisation holistique des Fonds stratégiques communs marquera un tournant important car elle inscrira les objectifs de la stratégie Europe 2020 et du plan national de réforme dans un contexte local. Cette approche, couplée à la possibilité de lancer des projets thématiques et sectoriels dans n'importe quel espace géographique, sera l'assurance d'un modèle de Fonds stratégiques communs ambitieux et innovant pour la période 2014-2020.

### David Morrall

Directeur de l'unité en charge de la politique du FEDER (période 2014-2020)

Department for Communities and Local Government (DCLG) (Ministère des collectivités et des pouvoirs locaux)

### ▶ POUR EN SAVOIR PLUS

[www.gov.uk/browse/business/funding-debt/european-regional-development-funding](http://www.gov.uk/browse/business/funding-debt/european-regional-development-funding)

▶ ITALIE

# ▶ COMMENT LA TOSCANE SE PRÉPARE POUR LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION 2014-2020

La nouvelle phase de planification des Fonds européens intervient à un moment crucial de notre histoire. L'état des finances publiques italiennes laisse penser qu'au cours des prochaines années, les financements européens seront essentiels aux investissements et, par conséquent, à la relance de la compétitivité.

La stratégie Europe 2020 montre la voie à suivre. La Toscane a choisi d'investir dans l'enseignement, la recherche et l'innovation, synonymes d'une croissance *intelligente*, dans les questions environnementales, énergétiques et d'aménagement du territoire, synonymes d'une croissance *durable* et dans la création d'emploi et la réduction de la pauvreté, synonymes d'une croissance *inclusive*.

Dès lors, nous ne pourrions plus nous contenter de dépenser les fonds européens à la hâte et comme bon nous semble. Bien que la Toscane se porte mieux que d'autres régions du pays, elle n'en connaît pas moins des problèmes infrastructurels et des obstacles subsistent à une croissance économique homogène. Nous devons nous concentrer sur des mesures prioritaires et efficaces et consacrer les financements de l'Union européenne à des objectifs réalistes qui pourront être quantifiés et évalués.

Pour y parvenir, la Toscane a choisi d'axer la politique de cohésion pour la période de programmation 2014-2020 sur trois thèmes transversaux:

- **la jeunesse** via le projet intégré *Giovanisì* (*les jeunes, oui!*), qui offre aux jeunes un éventail de services financés par les fonds régionaux, nationaux et européens pour les aider, par exemple, à décrocher un stage, à lancer leur entreprise ou à acquérir leur premier logement;
- **les réseaux urbains** pour relancer la compétitivité et l'innovation et l'expérimentation sociales;
- **les zones à l'intérieur des terres** via le tourisme, les activités agricoles et sylvicoles et l'économie verte.

Ces trois thèmes transversaux incluent les priorités suivantes:

- investissement dans la recherche et le transfert technologique pour renforcer le rôle de l'industrie manufacturière;
- accessibilité de l'Internet à haut débit sur l'ensemble du territoire de la Toscane et simplification de la communication en ligne avec les services publics administratifs;
- encouragement du recours au crédit, y compris aux micro-financements;



Enrico Rossi, le président de la région Toscane, à côté de la bannière du projet pour la jeunesse Giovanisì.

- renforcement de la compétitivité de la chaîne agro-alimentaire pour inciter les jeunes à prendre la relève et pour promouvoir la viabilité environnementale;
- développement des secteurs technologiques spécialisés pour garantir la viabilité énergétique;
- réhabilitation des zones dégradées, prévention de l'instabilité hydrogéologique, adaptation au changement climatique, sauvegarde du paysage traditionnel et de la biodiversité;
- promotion d'une mobilité renforcée et plus accessible;
- incitations à l'embauche de travailleurs qualifiés et à l'amélioration de la productivité dans les PME;
- soutien à des mesures d'inclusion sociale;
- lutte contre le décrochage scolaire précoce;
- financement d'une plateforme pour la «renaissance des traditions culturelles toscanes».

Pour que la période de programmation 2014-2020 démarre sur les meilleures bases possibles, la région Toscane a également revu son fonctionnement interne et a instauré un «poste de contrôle» (à savoir un «groupe de coordination et de pilotage») qui réunit toutes les autorités de gestion des Fonds structurels afin que la programmation et le choix des priorités suivent une approche identique, tant dans leur phase de conception que de mise en œuvre.

**Enrico Rossi**

Président de la région Toscane

▶ POUR EN SAVOIR PLUS  
[www.regione.toscana.it](http://www.regione.toscana.it)



▶ MALTE

# ▶ UN NOUVEAU TERMINAL DE TRANSBORDEURS

VA DYNAMISER  
LE TRANSPORT  
ET LE TOURISME  
ENTRE LES ÎLES

**Coût total:**  
10 868 000 EUR  
**Contribution de l'UE:**  
8 800 000 EUR

À Malte, le port de Ċirkewwa est à présent équipé d'un terminal de transbordeurs moderne grâce au soutien financier du Fonds de cohésion. Situé au nord de l'île, le nouveau terminal offrira un meilleur service aux navetteurs résidant sur l'île de Gozo et ravivera le tourisme, le transport de marchandises et l'économie en général.

Le terminal de transbordeurs de Ċirkewwa fait partie du réseau transeuropéen de transport de Malte dont l'objectif premier est de diminuer l'engorgement du terminal de Ċirkewwa et d'améliorer le réseau de transport dans les îles maltaises. Des transbordeurs mixtes assurent une navette régulière entre le port de Ċirkewwa et le port de Mgarr sur l'île de Gozo et transportent chaque année environ deux millions de véhicules et quatre millions de passagers. En été, des bateaux relient l'île de Comino au départ du port de Ċirkewwa et des excursions de plongée sont également organisées.

Les anciens quais du nouveau terminal de transbordeurs sont actuellement rénovés: un troisième poste d'amarrage équipera le quai nord et des travaux routiers, de construction et d'autres réaménagements sont également prévus. Les nouvelles infrastructures comprennent un terminal de passagers ainsi que des rampes piétonnières surélevées et des passerelles mobiles d'accès aux bateaux. Enfin, l'ensemble inclut une zone de triage des véhicules, des aires de parking et un terminus pour les autocars et les transports en commun. Afin de réduire l'engorgement du trafic, des voies de circulation et des bretelles permettent un accès plus aisé en faisant la jonction entre le terminal portuaire et le réseau routier principal.

## Optimisation du trafic

La nouvelle infrastructure assurera une plus grande efficacité et une meilleure protection contre les intempéries. Elle proposera un haut niveau de sécurité et de confort et offrira

un service de meilleure qualité en matière de transport des passagers et des marchandises transitant par Ċirkewwa. Tout en rationalisant le trafic des passagers et des véhicules, la capacité renforcée du terminal devrait raccourcir les temps de trajet et fluidifier la circulation.

## Avantages économiques

Un investissement de 12 millions d'euros est consacré à la construction du nouveau terminal, qui rendra les trajets plus agréables, améliorera l'accessibilité et réduira l'isolement de Gozo. Le projet devrait faciliter l'acheminement des touristes vers Gozo dont l'économie repose en grande partie sur ce secteur d'activités. Il devrait également promouvoir le potentiel économique de l'île et améliorer la qualité de vie de ses habitants et des visiteurs.

## Efficacité énergétique

Le nouveau terminal accueille l'une des plus grandes surfaces de panneaux solaires de Malte et se targuera bientôt d'une nouvelle innovation avec l'installation d'une éolienne dans la partie sud du port. Grâce à cette modernisation, couplée à d'autres mesures d'économie d'énergie, il assurera une bonne partie de ses besoins énergétiques à partir d'énergies renouvelables et réduira ainsi son empreinte carbone. «Ces infrastructures ont été conçues afin d'améliorer l'accessibilité et d'assurer aux voyageurs un trajet confortable entre Malte et Gozo. Un meilleur service de transport entre les îles, plus efficace, plus sûr et plus confortable représentera un avantage économique pour tous les habitants», estime Christopher Farrugia de Transport Malta.

### ▶ POUR EN SAVOIR PLUS

<https://investinginyourfuture.gov.mt/project/public-infrastructure/cirkewwa-ferry-terminal-33947651>

▶ TALLINN, ESTONIE

# ▶ L'ÉNERGIE SOLAIRE AU CŒUR DU SUCCÈS D'UNE JEUNE ENTREPRISE



**Coût total:**  
2 143 000 EUR  
**Contribution de l'UE:**  
1 500 000 EUR

Film photovoltaïque CZTS souple s'intégrant dans des éléments de construction.

**Grâce à la politique régionale, Crystalsol Ltd, une jeune entreprise austro-estonienne, a mis au point en Estonie une technologie révolutionnaire pour les panneaux photovoltaïques. C'est la première fois qu'une entreprise arrive à un tel résultat au moyen de matériaux à bas coût et d'usage courant.**

Établie au sein de l'Université technique de Tallin en 2008, Crystalsol a bénéficié de l'aide du FEDER au titre du programme opérationnel estonien «Développement de l'environnement économique» et du soutien d'Enterprise Estonia, qui encourage l'esprit d'entreprise en Estonie.

Ce projet de développement d'un panneau solaire rentable a contribué à la mise au point d'un tout nouveau type de module photovoltaïque souple composé d'un matériau semi-conducteur et dont la production ne nécessite aucun métal rare et onéreux. Le coût de cette nouvelle technologie est de 30 à 50% inférieur au coût moyen des autres produits de ce secteur.

Elle permet l'insertion, dès la phase de construction, de panneaux solaires dans différents éléments structurels, par exemple une façade en verre ou un matériau de toiture. Ce procédé réduit le coût de l'énergie renouvelable et améliore le bilan énergétique du bâtiment. L'objectif est de transformer des bâtiments énergivores en producteurs d'énergie.

Grâce aux financements européens complétés par d'autres investissements en provenance de Finlande, de Norvège et d'Autriche, l'entreprise a créé 24 emplois et a signé des accords

avec plusieurs institutions et universités en Europe et ailleurs, par exemple à Singapour. Bien que cette technologie, qui bénéficiera d'un apport financier supplémentaire de 8 millions d'euros, soit toujours en cours de développement, un contrat de vente avec EDP, un groupe portugais regroupant plusieurs sociétés du secteur énergétique, a d'ores et déjà été signé.

Depuis sa fondation, Crystalsol connaît un essor remarquable: en 2012, forte des ventes de poudre de semi-conducteur, son produit phare breveté, et de celles de ses services de recherche et développement, ses bénéfices ont frôlé le million d'euros. Elle devrait bientôt recevoir une aide supplémentaire du FEDER qui sera affectée à l'amélioration du rendement du matériau semi-conducteur.

Gage d'une moindre émission de CO<sub>2</sub> et d'une production énergétique durable, l'énergie solaire s'impose comme l'une des solutions les plus prometteuses pour la production d'électricité, faisant du secteur des panneaux solaires un marché en plein essor. En 2012, il affichait un chiffre d'affaires de 23 milliards d'euros et, sur ces deux dernières années, une capacité annuelle de production en hausse de 41%.

Grâce à sa nouvelle technologie solaire révolutionnaire, Crystalsol a toutes les clés en mains pour atteindre son but et devenir le numéro un mondial du marché des panneaux solaires intégrés.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS  
[www.crystalsol.com](http://www.crystalsol.com)



▶ RIGA, LETTONIE

# ▶ LA NANOTECHNOLOGIE

## AU SERVICE DES PROCÉDÉS DE REVÊTEMENT INDUSTRIEL DE POINTE

**C'est pendant l'été 2012 que le premier centre de revêtement industriel utilisant les nanotechnologies a ouvert ses portes en Lettonie. Son procédé breveté, mis au point grâce à des fonds européens, permet d'obtenir un revêtement moins cher et aux performances élevées pour l'industrie automobile, aérospatiale et des microprocesseurs.**

La société lettone Naco Technologies a mis au point un procédé de revêtement par nanotechnologie révolutionnaire qui augmente la vitesse, la souplesse et le rapport coût/efficacité des produits de précision. Utilisés dans de multiples secteurs technologiques de pointe, bon nombre de ces produits requièrent un revêtement hautement performant qui leur confère des propriétés physiques spécifiques favorisant leur protection, leur longévité, leur résistance chimique et leur rendement.

### Une technologie brevetée

Cette PME de Riga a conçu un procédé de revêtement de pointe consistant en une pulvérisation magnétron par ions plasma effectuée à grande vitesse dans une chambre à vide. Selon les caractéristiques du produit, ce procédé breveté permet d'obtenir des revêtements multicouches et multi-composants avancés d'une grande finesse (jusqu'à 0,01-150 microns) et d'allonger considérablement la durée de vie des parties enduites tout en améliorant leur fonctionnalité.

### Avantages

Grâce à cette nouvelle technologie, les produits de revêtement peuvent être fabriqués dix fois plus vite qu'avec les autres techniques de revêtement et les équipements utilisés, très efficaces sur le plan énergétique, permettent de remplacer les méthodes de revêtement chimiques traditionnelles, nocives pour l'environnement. Outre la qualité élevée du revêtement, sa rapidité de production et son aspect écologique, ce nouveau procédé se prête à la fabrication d'un produit sur mesure. De plus, une même machine peut produire une grande variété de solutions techniques pour différentes industries.

Au cours des trois dernières années, 140 composants et assemblages différents ont été enduits de ce produit et soumis à des tests répondant aux normes ISO.

### Financement européen

Naco Technologies doit sa création et sa réussite au soutien financier apporté par *Imprimatur Capital*, le premier incubateur et fonds d'investissement letton dans les entreprises technologiques spécialisées.

Ce fonds de capital-risque qui propose aux jeunes entreprises une aide au démarrage a été créé dans le cadre de l'initiative JEREMIE, qui permet aux États membres de l'UE et à leurs régions de reverser des ressources provenant des Fonds structurels et des autorités nationales dans des fonds à gestion privée désireux d'encourager le développement de jeunes pousses technologiques innovantes et à fort potentiel de croissance. Outre la subvention versée par les Fonds structurels européens, l'entreprise a bénéficié de l'appui des fonds de capital-risque *Imprimatur Capital* et *ZGI Capital*, tous deux situés en Lettonie, pour l'achat et l'installation de nouveau matériel.

**Coût total:**  
591 000 EUR  
**Contribution de l'UE:**  
149 000 EUR



«Productivité, qualité et polyvalence sont les atouts principaux grâce auxquels notre procédé surpasse les autres techniques de revêtement utilisant la nanotechnologie», a fait remarquer Alexander Parfinovics, PDG et cofondateur de Naco technologies. «À long terme, nous voudrions fonder un centre d'excellence en ingénierie nanotechnologique en Lettonie et consolider la position internationale de notre entreprise dans les secteurs manufacturier, automobile et aérospatial.»

▶ POUR EN SAVOIR PLUS  
[www.nacotechnologies.com/](http://www.nacotechnologies.com/)



**Coût total:**  
10 500 000 EUR  
**Contribution de l'UE:**  
2 500 000 EUR

▶ LANGUEDOC-ROUSSILLON, FRANCE

# ▶ REALIS

CRÉER LES OUTILS DE LA CROISSANCE  
ET DE L'EMPLOI DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

**En Région Languedoc-Roussillon, dans le sud-ouest de la France, l'innovation sociale est considérée comme le moteur du développement économique en Europe. Octobre 2013 marquera le début des activités de la couveuse d'entreprises REALIS soutenue financièrement par l'UE et conçue à la fois pour encourager et appuyer la croissance des entreprises sociales mais aussi pour stimuler l'emploi et la prospérité au niveau local.**

En Languedoc-Roussillon, plus de 14% de la population travaille déjà dans le secteur de l'économie sociale<sup>(1)</sup>, considérée comme une «spécialisation intelligente» pour la région et, par conséquent, un pilier de son développement économique à long terme.

Depuis 2005, la Région a renforcé la présence de l'économie sociale en coopérant avec des acteurs et réseaux locaux pour créer les outils et infrastructures d'accompagnement adéquats. Ces projets interdépendants sont regroupés sous l'égide de REALIS (Réseau actif pour l'innovation sociale), une structure composée de partenaires et d'organisations qui se soutiennent mutuellement et travaillent ensemble à la création d'emplois où la cohésion sociale et le bien-être humain sont les maîtres-mots.

*Alter'Incub* a été mis en place pour aider les nouveaux projets innovants alors que l'École de l'entrepreneuriat permet aux dirigeants d'entreprises sociales de parfaire leurs compétences. Le réseau *Coventis* soutient la création d'activités et *REPLIC* encourage la reproduction des projets. La Pépinière ESS a quant à elle été conçue pour accompagner les «jeunes pousses» de l'économie sociale.

(1) En France, l'économie sociale de la Région Languedoc-Roussillon occupe la quatrième position avec 95 000 salariés dont 75% travaillent dans des associations.

*Alter'Incub* a à son actif l'étude de 130 plans d'activités dont 45 sont en phase de pré-incubation et 33 en phase d'incubation. À ce jour, *Alter'Incub* a contribué à la création de 14 entreprises et prévoit la création de cinq ou six entreprises par an, ce qui pourrait générer d'ici juin 2013 jusqu'à 75 emplois.

Dès son inauguration en octobre 2013, la couveuse d'entreprises REALIS chapeautera et servira de lien entre ces différentes structures. Situé à Celleneuve, près de Montpellier, dans le Parc 2000, le centre d'accompagnement mettra à disposition de ses partenaires des bureaux et des outils de production, leur proposera ses conseils et travaillera en collaboration avec le réseau régional d'accompagnement des entreprises. Les entreprises sociales seront accompagnées et soutenues pendant une période de trois ans en moyenne.

*«La démarche suivie par REALIS et le réseau auquel il a donné corps constituent le premier outil du genre en France mais ce modèle peut être reproduit n'importe où en Europe»,* a indiqué Myriam Ludwig, chef de service de l'économie sociale et solidaire pour la Région Languedoc-Roussillon. *«En accompagnant la création et la réussite d'entreprises sociales viables, REALIS viendra stimuler la croissance économique et l'emploi dans notre région.»*

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

[http://www.info-entrepriseslr.fr/themes/creer\\_reprendre/economie\\_sociale\\_et\\_solidaire/realis\\_un\\_reseau\\_innovant\\_pour\\_l\\_ess\\_porte\\_par\\_une\\_marque](http://www.info-entrepriseslr.fr/themes/creer_reprendre/economie_sociale_et_solidaire/realis_un_reseau_innovant_pour_l_ess_porte_par_une_marque)



## LA COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE

# ▶ LA COOPÉRATION ENTRE LES RÉGIONS POUR FAVORISER L'EMPLOI DES FEMMES

Dans toute l'Europe, un réseau de centres de ressources aide les femmes à obtenir les conseils et les compétences nécessaires pour accéder à un emploi, principalement dans les secteurs des TIC et de l'entrepreneuriat.

D'une durée de deux ans, le projet WINNET 8 a démarré en 2010. Il entendait stimuler la croissance régionale en renforçant la présence des femmes sur le marché du travail et en modifiant les relations hommes-femmes, en particulier dans les secteurs traditionnellement masculins. Le projet entendait également influencer les mesures régionales, nationales et européennes concernant le statut des femmes sur le marché de l'emploi et les intégrer dans l'ensemble des politiques.

Financé par le programme Interreg IVC, le projet comptait tirer parti de l'expérience acquise et consolider sur le plan international les efforts mis en œuvre en misant sur la participation de partenaires locaux, régionaux et nationaux dans huit États membres: la Bulgarie, la Finlande, la Grèce, l'Italie, la Pologne, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni.

## Centres de ressources pour les femmes

Un volet essentiel du travail a porté sur la diffusion dans toute l'Europe du modèle suédois des Centres de ressources pour les femmes. Les Centres de ressources sont un moyen d'intégrer la question de l'égalité hommes-femmes dans la politique de développement régional, tant dans les zones urbaines que rurales. Les Centres de ressources visent avant tout les femmes désireuses de mettre leurs idées au service d'un projet, d'un travail, d'une innovation ou de la création d'une entreprise. Les Centres peuvent ensuite leur prodiguer des conseils, les aider à concrétiser et à financer leur projet, leur proposer un service d'orientation ou les mettre en contact avec des réseaux d'action commune. Les Centres de ressources bénéficient de l'appui d'une association européenne, WINNET Europe, qui œuvre depuis 2006 en faveur de la participation des femmes au développement régional. Un Centre d'excellence WINNET (WCE) a même été inauguré en 2011 en Suède afin d'analyser et de faire connaître les expériences menées par les différents Centres de ressources en Europe.



**Coût total:**  
2 357 000 EUR  
**Contribution de l'UE:**  
1 836 000 EUR

## Responsables politiques

Les activités organisées par les Centres de ressources s'adressent aussi aux responsables politiques et aux agents de la fonction publique. Afin que l'élaboration des politiques soit plus soucieuse de la question du genre, des groupes intégrant différents acteurs régionaux (les MAG) ont été créés à l'échelon local pour jeter des ponts entre les autorités de gestion, les administrations locales et régionales, les entreprises, les instituts de recherche, les Centres de ressources, les ONG, etc. Cette initiative a débouché sur l'élaboration de neuf plans d'action régionaux dans les États membres concernés.

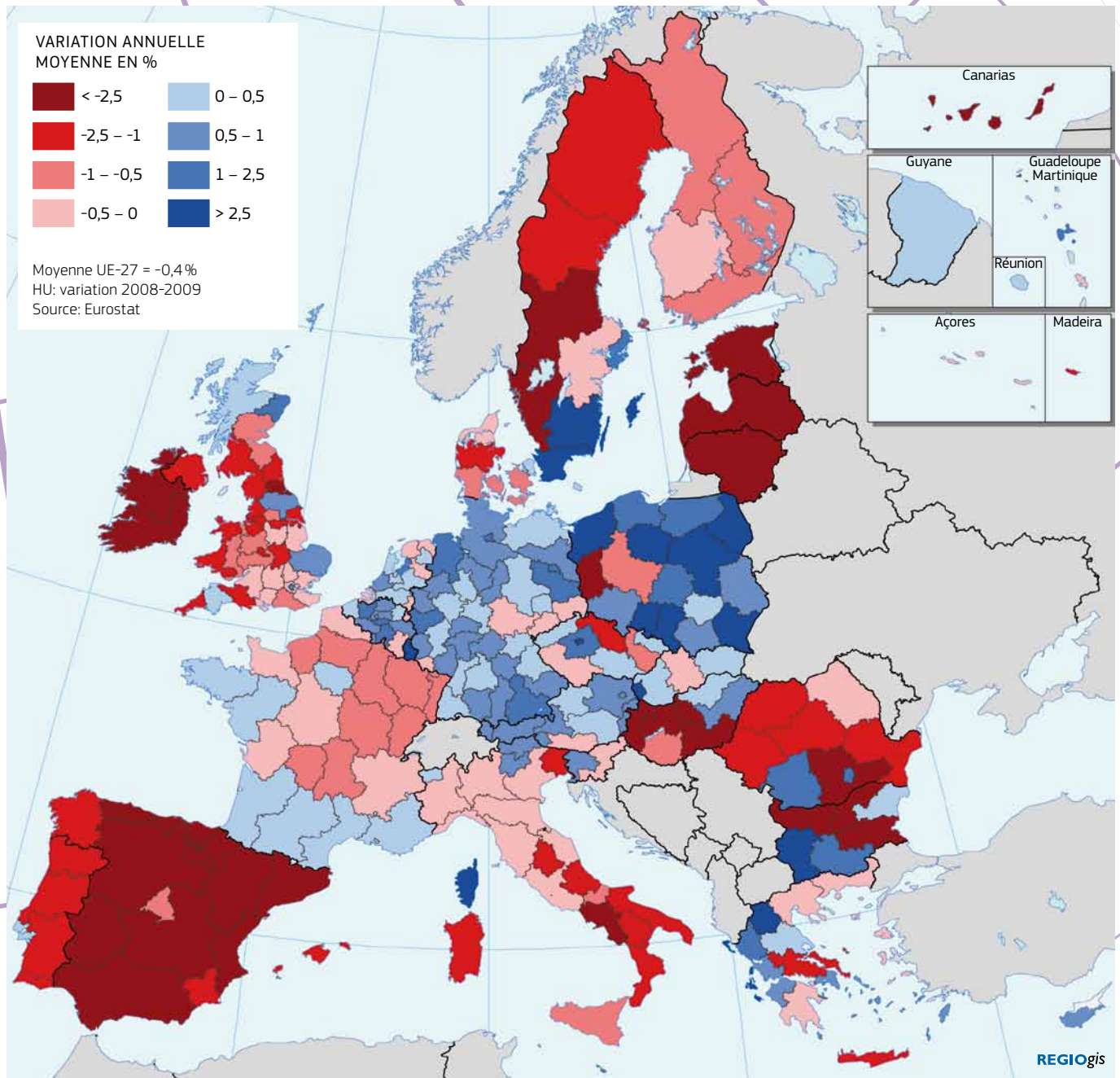
## Échange de bonnes pratiques

La publication *Women Resource Centres, Innovation & Practices for Smart, Inclusive and Sustainable Growth* dresse un bilan des bonnes pratiques appliquées par les États membres. D'autres ouvrages du même type sont également disponibles. Un rapport reprenant des recommandations politiques (*Innovation & Policies, for Smart, Inclusive and Sustainable Growth*) a été publié et diffusé à l'échelon régional, national et européen.

«Le travail que nous avons accompli en Suède en faveur d'une plus grande présence des femmes sur le marché de l'emploi s'avère très utile pour d'autres pays européens», a expliqué Carin Nises de la municipalité de Älvaden (chef de file). «Le projet WINNET 8 apporte une valeur ajoutée à la politique de cohésion 2014-2020, qui vise à mieux garantir l'égalité entre les genres sur le marché du travail.»

▶ POUR EN SAVOIR PLUS  
[www.winnnet8.eu](http://www.winnnet8.eu)

# ÉVOLUTION DE L'EMPLOI, 2007-2009

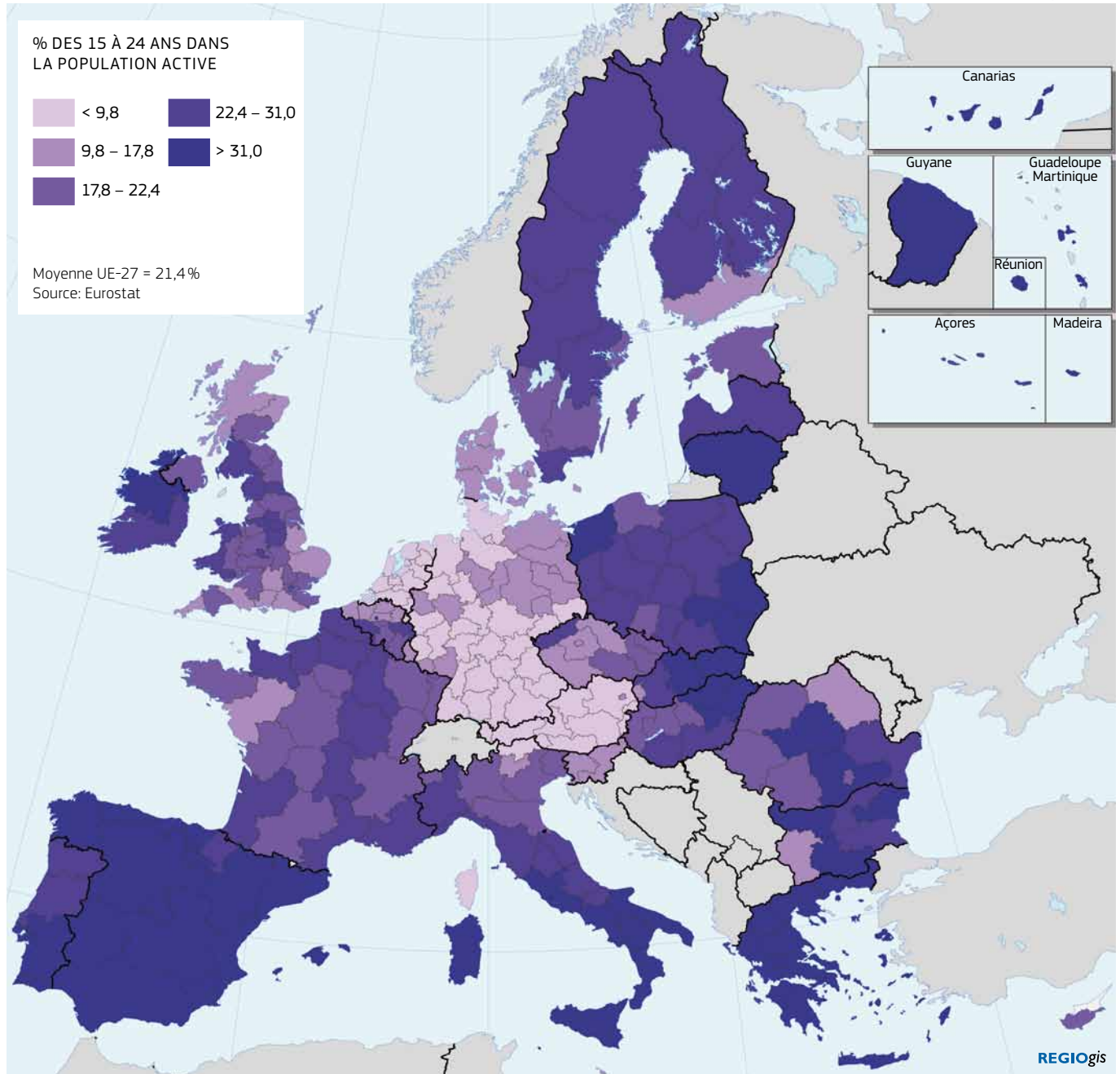
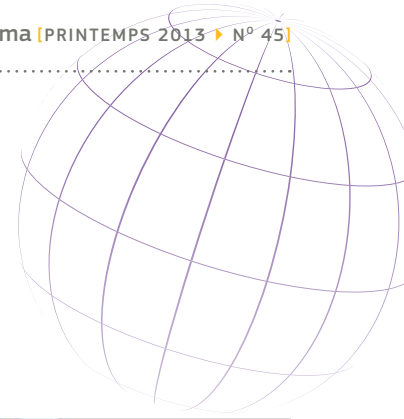


**Le chômage a augmenté considérablement dans plus de la moitié des régions de l'UE entre 2007 et 2009.** Les licenciements ont été particulièrement nombreux en Espagne, en Irlande et dans les États baltes, avec des variations oscillant entre -6% et -3% par an. En 2009 en Grèce, le chômage a augmenté dans seulement quatre des douze régions

du pays, mais la tendance s'est renforcée depuis. En Bulgarie également, les pertes d'emplois se sont accélérées après 2009. À l'opposé, vingt régions ont connu une croissance de l'emploi de 2% ou davantage. En Allemagne, en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas et en Pologne, la plupart des régions ont enregistré une hausse de l'emploi sur cette période.



# ▶ TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES, 2011



**En 2011, le chômage des jeunes a atteint des seuils record.** Il oscillait entre 30 % et 65 % dans une région sur quatre. Sont particulièrement atteintes la plupart des régions d'Espagne, de Grèce, du sud de l'Italie et du Portugal, ainsi que certaines régions de Hongrie, Pologne et Slovaquie pour l'Europe de l'Est. Seuls l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas

affichaient un taux de chômage des jeunes inférieur à 10 % dans la quasi-totalité de leurs régions. En Allemagne, en Autriche, en Belgique et au Royaume-Uni, la région de la capitale affichait l'un des taux les plus élevés alors qu'elle affichait l'un des taux les plus bas en Bulgarie, en Hongrie, en République tchèque, en Roumanie et en Slovaquie.

# ▶ RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS ISSUS DE L'ÉVALUATION JASPERS

**La DG Politique régionale et urbaine a commissionné une évaluation de JASPERS (initiative d'assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes). Les conclusions et recommandations de cette évaluation sont désormais disponibles<sup>(1)</sup>. L'évaluation 2012, menée par AECOM (Irlande), combine analyse de bases de données, études de cas, ateliers à l'échelon national et entretiens avec des représentants des États membres, de la DG Politique régionale et urbaine et de JASPERS. Cette évaluation couvre les 6 années depuis la création de JASPERS jusqu'à 2011.**

L'initiative JASPERS a été créée pour accroître la capacité des pays bénéficiaires à exploiter de manière optimale les fonds de l'UE<sup>(2)</sup>. La mise à disposition d'une assistance technique devait permettre d'accroître le nombre de projets et leur qualité. Les régions concernées et l'Union européenne dans son ensemble devaient en retirer des bénéfices non négligeables. Au moment de leur adhésion à l'UE, les nouveaux États membres manquaient d'expérience et ne disposaient pas des capacités pour mener à bien des projets d'investissement de grande envergure. Parallèlement, le montant des ressources allouées aux grands projets d'infrastructures augmentait, de même que l'éventail de projets pouvant bénéficier d'une aide au titre du Fonds de cohésion.

JASPERS est un partenariat entre la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et le groupe bancaire KfW Bankengruppe. L'initiative dispose de

bureaux régionaux au Luxembourg, à Vienne, à Bucarest, à Sofia et à Varsovie. JASPERS soutient les projets dans des secteurs tels que les ports, les aéroports, le chemin de fer, les routes, les infrastructures et les services urbains, l'énergie, les déchets solides, les réseaux d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées et l'économie de la connaissance.

L'objectif de l'évaluation était d'établir l'impact de JASPERS sur le plan de la qualité et des délais tout au long du processus de préparation, soumission, approbation et mise en œuvre de grands projets dans les pays qui ont rejoint l'UE en 2004 et 2007<sup>(3)</sup>.

## Principales conclusions de l'évaluation

▶1. L'initiative JASPERS a prouvé son efficacité auprès des États membres dans le développement de projets et les demandes de financement et continue d'être fortement sollicitée. Les statistiques confirment nettement que le soutien de JASPERS a permis de réduire de manière significative la durée du processus d'approbation de la Commission ainsi que le temps nécessaire pour que les États membres élaborent un projet.

▶2. L'implication de JASPERS au stade de la conception de la stratégie permet d'optimiser de manière significative la qualité du projet. De même, JASPERS est particulièrement efficace pour aider les États membres à développer leurs capacités de planification des projets.

## Principales recommandations de l'évaluation

### ▶1. Une approche stratégique

L'objectif explicite de JASPERS doit être de renforcer les capacités de planification de projets dans les États membres. Il convient d'axer davantage son action sur cet objectif. Il a été suggéré que chaque État membre convienne avec JASPERS d'un plan de travail sur trois ans. Ces plans de travail doivent être conçus en fonction des besoins et des atouts de chaque État membre.

(1) Termes de référence de l'évaluation, Rapport final et documentation disponibles sur le site web d'Inforegio:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docgener/evaluation/pdf/eval2007/jaspers\\_evaluation/final\\_report\\_131212.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/evaluation/pdf/eval2007/jaspers_evaluation/final_report_131212.pdf)

(2) Les 12 États membres bénéficiaires de l'initiative JASPERS sont les suivants: Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

(3) Un «grand projet» est un projet dont le coût est supérieur à 50 000 000 EUR. JASPERS applique ce seuil aux projets d'infrastructures. Dans le domaine environnemental, le seuil est fixé à 25 000 000 EUR.





Le centre scientifique Copernicus de Varsovie (Pologne) a bénéficié de l'aide de JASPERS. Il a ouvert ses portes en novembre 2010.

## ►2. Influencer sur l'étape de conception des projets

JASPERS doit intervenir le plus en amont possible du processus de conception de projet et fournir des conseils techniques ou spécialisés dès le début de la planification. JASPERS devra ainsi parfois recommander l'abandon de projets non prioritaires ou présentant des défauts fondamentaux. Dans un souci d'efficacité, JASPERS pourrait ainsi fournir une aide à la compréhension des termes de référence pour les études de faisabilité des projets et fournir des conseils sur l'évaluation de ces études avant leur finalisation.

## ►3. Une procédure de travail formalisée

Il est souhaitable que les procédures de travail entre JASPERS, la Commission et les États membres soient davantage formalisées. Cela devrait permettre de clarifier les rôles et responsabilités respectifs de la Commission, des États membres et de JASPERS.

## ►4. Des stratégies sectorielles

Les États membres souhaitant développer des stratégies sectorielles doivent pouvoir obtenir les conseils de JASPERS. JASPERS n'interviendrait qu'à titre consultatif et uniquement à la demande des États membres.

## ►5. Développer les capacités techniques et les capacités de planification des États membres

Pour pouvoir améliorer la capacité des États membres à sélectionner et concevoir des projets de grande qualité, JASPERS doit adopter une approche plus stratégique. Ainsi,

en fonction de l'analyse des capacités de planification de chaque État membre, JASPERS pourrait axer son action sur des activités spécifiques, ce qui aurait un impact plus important sur la planification du projet et sa qualité.

## ►6. Améliorer le transfert de connaissances dans le cadre des missions JASPERS

Les résultats de l'évaluation confirment la nécessité et l'importance d'une amélioration du transfert de connaissances. JASPERS devrait mettre en place un système mettant en avant les problèmes techniques rencontrés et les solutions apportées dans les différents projets lorsque ces informations présentent un intérêt plus général. De leur côté, les États membres devraient prendre des mesures pour garantir l'efficacité du transfert de connaissances, par exemple étudier les structures existantes et les actions requises.

### ►POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/the\\_funds/instruments/jaspers\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/the_funds/instruments/jaspers_fr.cfm)

## AGENDA

**24-25 AVRIL 2013**

\_Varsovie (PL)

**Conférence RURBAN –  
Partenariats Urbain-Rural  
Durables**

**21 SEPTEMBRE 2013**

\_À travers toute l'Europe

**European Cooperation Day**

**7-10 OCTOBRE 2013**

\_Bruxelles (BE)

**OPEN DAYS 2013**

**28-29 OCTOBRE 2013**

\_Bucarest (RO)

**2<sup>e</sup> Forum annuel de la  
stratégie européenne pour  
la région du Danube**

**9-10 DÉCEMBRE 2013**

\_Bruxelles (BE)

**Conférence  
«Telling the story»**

Pour en savoir plus sur ces événements, consulter  
la section Agenda du site web Inforegio:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/  
conferences/agenda/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/agenda/index_fr.cfm)

Nous aimerions que vous nous parliez  
des réalisations de la politique de cohésion  
dans votre région, notamment des résultats  
et avantages concrets qui en découlent pour les  
citoyens, et savoir ce que vous pensez des préparatifs  
pour la prochaine période de programmation.

Les contributions sélectionnées seront présentées  
dans le prochain numéro du magazine Panorama.

Veuillez nous faire part de vos commentaires  
(maximum 1 500 caractères sans compter  
les espaces) à l'adresse suivante:

**[regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)**

**FAITES  
ENTENDRE  
VOTRE VOIX**



Office des publications

Commission européenne,  
Direction générale de la politique régionale et urbaine  
Communication – Anna-Paula Laissy  
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles  
E-mail: [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)  
Internet: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.cfm)

